Les faits accusent

Falsificateurs de l'Histoire

Notes du Bureau Soviétique d'Information

Réédité par

PCmF

Les faits accusent

Falsificateurs de l'Histoire

Notes du Bureau Soviétique d'Information

Réédité par le PC maoïste de France à partir de l'édition
CDLP, 1948, 96 pages

Février 2014

Sommaire

INTRODUCTION **11**

I - COMMENT A COMMENCÉ LA PRÉPARATION DE L'AGRESSION ALLEMANDE **15**

II - NON PAS LUTTE CONTRE L'AGRESSION ALLEMANDE MAIS POLITIQUE D'ISOLEMENT DE L'U.R.S.S. **25**

III - L'ISOLEMENT DE L'UNION SOVIÉTIQUE, LE PACTE DE NON-AGRESSION SOVIÉTO-ALLEMAND **38**

IV - LA CONSTITUTION DU FRONT «EST», L'AGRESSION DE L'ALLEMAGNE CONTRE L'U.R.S.S., LA COALITION ANTIHITLÉRIENNE ET LE PROBLÈME DES OBLIGATIONS INTERALLIÉES **55**

INDEX DES NOMS CITÉS **75**

INTRODUCTION

A la fin du mois de janvier 1948, le Département d'Etat des Etats-Unis a publié, en collaboration avec les ministres des Affaires étrangères de l'Angleterre et de la France, un recueil die rapports et de différents extraits des notes des fonctionnaires diplomatiques hitlériens et a donné à ce recueil le titre mystérieux de «Relations soviéto-nazies au cours des années 1939-1941»,

Comme il ressort de la préface de ce recueil, les gouvernements des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France sont tombés d'accord dès l'été 1946 pour publier des documents des archives du ministère des Affaires étrangères de l'Allemagne pour les années 1918-45 qui ont été saisis en Allemagne par les autorités militaires américaines et anglaises. Il est à noter que dans le recueil publié n'ont été incorporés que des matériaux se rapportant aux années 1939-41, tandis que les matériaux ayant trait aux années précédentes et, en particulier, à la période de Munich, n'ont pas été inclus dans ce recueil par le Département d'Etat, et sont, par conséquent, dissimulés à l'opinion publique mondiale. Ce fait n'est certes pas accidentel et répond à des buts qui n'ont rien de commun avec une conception objective et consciencieuse de la vérité historique.

Pour justifier d'une façon quelconque aux yeux de l'opinion la publication unilatérale de ce recueil de notes de fonctionnaires hitlériens non vérifiées et faussées à plaisir, la presse anglo-américaine a lancé une explication inventée de toutes pièces d'après laquelle «les Russes ont repoussé la proposition de l'Occident de publier en commun un rapport complet sur la diplomatie nazie».

Cette déclaration des milieux anglo-américains NE CORRESPOND PAS A LA REALITE.

En fait, les choses se sont passées comme suit : Etant donné les communications parues dans la presse étrangère en été 1945 sur la préparation de la publication en Angleterre des documents saisis en Allemagne, le Gouvernement soviétique s'est adressé au Gouvernement de la Grande-Bretagne en insistant pour que des experts soviétiques prennent part à l'examen commun des matériaux allemands saisis par les troupes anglo-américaines. Le Gouvernement soviétique estimait

inadmissible de publier de tels documents sans accord préalable et, en même temps, il ne pouvait assumer la responsabilité de la publication de ces documents sans une vérification minutieuse et objective puisque, sans ces conditions élémentaires, la publication des matériaux en question ne pouvait qu'entraîner une aggravation des relations entre les Etats membres de la coalition antihitlérienne. Or, le Ministère de l'Affaires étrangères de l'Angleterre A DECLINE LA PROPOSITION SOVIETIQUE en alléguant que la question posée par le Gouvernement soviétique au sujet d'un échange des copies saisies de documents hitlériens était prématurée.

On sait aussi que, le 6 septembre 1945, la délégation américaine auprès de la Direction Politique du Conseil de Contrôle en Allemagne a présenté son projet d'instructions en ce qui concerne la façon de procéder avec les archives et documents allemands. Ce projet prévoyait rétablissement d'une procédure unique pour toute l'Allemagne pour la collection et la conservation des archives, ainsi que le droit d'accéder à celles-ci pour les représentants des Etats membres de l'Organisation des Nations Unies. La possibilité de prendre des copies des documents et de les publier était également prévue. Cette proposition a été examinée au cours de quatre séances de la Direction Politique. Mais elle a été ajournée à la demande des Anglais et des Américains, sous prétexte qu'ils n'avaient pas d'instructions ; ensuite, après la déclaration du représentant américain disant que le gouvernement des Etats-Unis préparait une nouvelle proposition et priait de considérer le projet présenté comme nul, cette question a été retirée de l'ordre du jour de la Direction Politique.

Ainsi, la déclaration d'après laquelle le Gouvernement soviétique aurait refusé de prendre part à la préparation de la publication des matériaux d'archives allemands est FAUSSE.

Simultanément avec la publication aux Etats- Unis et dans les pays qui en dépendent du recueil susmentionné, une nouvelle vague d'attaques et de calomnies effrénées s'est levée, comme sur un coup de baguette magique, au sujet du pacte de non- agression conclu en 1939 entre l'U.R.S.S. et l'Allemagne, pâme qui aurait été dirigé contre les puissances occidentales.

Ainsi, le vrai but de la publication aux Etats- Unis du recueil sur les relations entre l'U.R.S.S. et l'Allemagne de 1939 à 1941 ne soulève aucun doute. Le but de ce recueil n'est pas de présenter un exposé objectif des événements

historiques, mais de défigurer le tableau réel des événements, de dire des mensonges sur l'Union Soviétique, de la calomnier, d'affaiblir l'influence internationale de l'Union Soviétique en tant que champion véritablement démocratique et ferme face aux forces agressives et antidémocratiques.

Cette position perfide correspond à la conception des relations interalliées, typique pour les milieux dirigeants des pays anglo-américains, qui consiste, au lieu des relations honnêtes et sincères entre les Alliés au lieu de l'appui et de la confiance mutuels, à poursuivre une politique qui utilise toutes les possibilités, jusques et y compris la calomnie, pour affaiblir son allié, l'utiliser dans ses intérêts égoïstes et renforcer sa position à ses dépens.

On ne saurait également perdre de vue le désir des milieux dirigeants des Etats-Unis de saper, par leur campagne de calomnies contre l'U.R.S.S., l'influence des éléments progressistes de leur pays, qui préconisent l'amélioration des relations avec l'U.R.S.S. Le coup que l'on porte aux éléments progressistes des Etats-Unis a certainement pour but d'affaiblir leur influence, en prévision des élections présidentielles aux Etats-Unis qui auront lieu en automne 1948.

Le recueil contient un grand nombre de documents fabriqués par les fonctionnaires diplomatiques hitlériens dans le labyrinthe des chancelleries diplomatiques allemandes. Ce fait seul devrait mettre en garde contre l'utilisation unilatérale et la publication de documents qui se distinguent par leur caractère unilatéral et tendancieux, exposant les événements du point de vue du gouvernement hitlérien, dans le but de présenter ces événements sous un jour favorable pour les nazis. C'est pour cette raison justement que le Gouvernement soviétique a été, en son temps, contre la publication unilatérale de documents pris à l'ennemi sans qu'ils aient été au préalable vérifiés en commun et d'une façon minutieuse. Même l'agence gouvernementale française «France-Presse» s'est vue obligée de reconnaître que la procédure de la publication des matériaux rendus publics par les trois gouvernements, à l'insu de l'Union Soviétique, «n'est pas tout à fait conforme à la procédure diplomatique normale».

Pourtant, le gouvernement anglais ne fut pas de cet avis. Les gouvernements américain, anglais et français ont décidé de publier unilatéralement des documents allemands sans recu.er devant une falsification de l'histoire et en essayant de calomnier l'Union Soviétique, qui a supporté la charge

principale de la lutte contre l'agression hitlérienne.

Ces gouvernements ont assumé par là même toute la responsabilité des conséquences de cet acte unilatéral.

Tenant compte de ce fait, le Gouvernement soviétique se croit en droit de publier, à son tour, les documents secrets concernant les relations entre l'Allemagne hitlérienne et les Gouvernements de l'Angleterre, de la France et des Etats-Unis, documents qui sont tombés aux mains du Gouvernement soviétique et que ces Gouvernements ONT CACHES à l'opinion publique. Ils ont caché ces documents et ne veulent pas les publier. Mais nous estimons qu'après tout ce qui s'est passé, ils doivent être rendus publics afin qu'on puisse rétablir la vérité historique.

Le Gouvernement soviétique dispose d'une documentation importante saisie par les troupes soviétiques lors de la défaite de l'Allemagne hitlérienne et la publication de ces documents permettra de présenter sous son vrai jour le cours réel de la préparation et du développement de l'agression hitlérienne, ainsi que de la deuxième guerre mondiale.

C'est aussi le but que poursuit la note historique «Falsificateurs de l'Histoire», publiée actuellement par le Bureau d'information Soviétique près le Conseil des ministres de l'U.R.S.S.

Les documents secrets ayant trait à cette question seront publiés prochainement

I - COMMENT A COMMENCÉ LA PRÉPARATION DE L'AGRESSION ALLEMANDE

Les falsificateurs américains et leurs complices anglo-français essaient de créer l'impression que les préparatifs de l'agression allemande, qui a abouti à la deuxième guerre mondiale, ont commencé en automne 1939. Mais qui, de nos jours, sauf les gens tout à fait naïfs disposés à croire toute nouvelle sensationnelle non fondée, peut s'y laisser prendre ? Qui ne sait que l'Allemagne a commencé la préparation de la guerre dès l'accession de Hitler au pouvoir ? Qui ne sait également que le régime hitlérien a été créé par les milieux monopolistes allemands avec l'approbation pleine et entière du camp dirigeant de l'Angleterre, de la France et des Etats-Unis ?

Afin de se préparer à la guerre et de s'assurer un armement moderne, l'Allemagne devait rétablir et développer son industrie lourde, et, en premier lieu, la métallurgie et l'industrie de guerre de la Ruhr. Après sa défaite à la suite de la première guerre impérialiste, l'Allemagne, étant sous le joug du Traité de Versailles, ne pouvait le faire par ses propres moyens en un court laps de temps. L'impérialisme allemand a bénéficié sous ce rapport d'un appui puissant de la part des Etats-Unis d'Amérique.

Qui ne sait que les banques et les trusts américains, agissant en plein accord avec le gouvernement, ont fait, au cours de la période d'après Versailles, des investissements dans l'économie allemande et accordé à l'Allemagne des crédits s'élevant à des milliards de dollars, qui ont été utilisés pour le rétablissement et le développement du potentiel de l'industrie de guerre allemande ?

On sait que la période d'après Versailles a été marquée en ce qui concerne l'Allemagne par tout un système de mesures ayant pour but de rétablir l'industrie lourde et, en particulier, le potentiel de l'industrie de guerre allemande. Le plan de réparations pour l'Allemagne, dit «plan Dawes», a joué un grand rôle dans cette question. A l'aide de ce plan, les Etats-Unis et l'Angleterre comptaient placer l'industrie allemande sous la dépendance des monopoles américains et britanniques. Le plan Dawes a frayé la voie à un afflux intense et à la pénétration, dans l'industrie allemande, de capitaux étrangers, surtout américains. En conséquence, dès 1925, commençait le redressement de l'économie allemande, du fait d'un processus intensif de

rééquipement de l'appareil de production. En même temps, l'exportation allemande augmentait brusquement, pour atteindre, en 1927, le niveau de 1913 ; en ce qui concerne les produits manufacturés, elle a même dépassé ce niveau de 12 % aux prix de 1913. Au cours de six années, de 1924 à 1929, l'afflux de capitaux étrangers en Allemagne a été de 10-15 milliards de marks en investissements à long terme et de plus de 6 milliards à court terme. Selon certaines sources, le volume des investissements de capitaux a été beaucoup plus considérable. Cela a énormément renforcé le potentiel économique et, en particulier, le potentiel de guerre allemand. Sous ce rapport, le rôle prépondérant revient aux investissements de capitaux américains, qui représentaient 70 % au minimum du total des emprunts à long terme.

On connaît bien le rôle joue par les monopoles américains, avec, en tête, les familles Dupont, Morgan, Rockefeller, Lamont et autres magnats industriels des Etats-Unis, dans le financement de l'industrie lourde allemande, dans l'établissement et le développement des liens les plus étroits entre l'industrie américaine et l'industrie allemande. Les monopoles américains les plus importants se sont trouvés liés de la manière la plus étroite avec l'industrie lourde, les konzerns de guerre et les banques d'Allemagne. Le grand consortium chimique américain «Dupont de Nemours», le trust chimique britannique «Impérial Chemical Industries», qui était un des plus gros actionnaires du trust de l'automobile «General Motors», étaient en relations industrielles étroites avec le consortium chimique allemand «I. G. Farbenindustrie», avec lequel ils avaient conclu en 1926 un accord de cartel sur le partage des marchés mondiaux pour la vente de la poudre. Le président du Conseil d'administration de la maison «Rohm and Hass» à Philadelphie (U.S.A.) était avant la guerre l'associé du chef de cette même maison à Darmstadt (Allemagne). Notons à ce propos que l'ancien directeur de ce consortium, Rudolph Muller, déploie actuellement son activité dans la «Bizone» et joue un rôle important dans les milieux dirigeants de l'Union chrétienne-démocrate (U.C.D.). Entre 1931 et 1939, le capitaliste allemand Schmitz, président du konzern «I. G. Farbenindustrie» et membre du Conseil de la «Deutsche Bank», avait le contrôle de la Société américaine «General Dyestaff Corporation». Après la conférence de Munich (1938), le trust américain «Standard Oil» a conclu avec la «I. G. Farbenindustrie» un accord aux termes duquel cette dernière obtenait une part des bénéfices sur l'essence d'aviation produite aux Etats-Unis en renonçant facilement,

en contre-partie, à exporter d'Allemagne l'essence synthétique dont l'Allemagne accumulait alors des stocks pour des buts de guerre.

De tels rapports sont caractéristiques non seulement pour les monopoles capitalistes américains. Des relations économiques très étroites, d'importance non seulement commerciale mais aussi militaire, existaient, par exemple, à la veille même de la guerre entre la Fédération de l'Industrie Britannique et le groupe industriel du Reich. Les représentants de ces deux groupements monopolistes ont publié à Dusseldorf, en 1939, une déclaration commune, où il était dit, entre autres, que cet accord «vise à assurer la collaboration la plus complète possible entre les systèmes industriels de leurs pays». Cela se passait aux jours où l'Allemagne hitlérienne avait englouti la Tchécoslovaquie ! Rien d'étonnant à ce que la revue londonienne Economist écrivit à ce propos : «N'y a-t-il pas dans l'atmosphère de Dusseldorf quelque chose qui puisse faire perdre la raison aux hommes de bon sens»[1] ?

La Banque Schröder bien connue, où prédominait le trust allemand de l'acier «Vereinigte Stahlwerke», fondé par Stinnes, Thyssen et autres magnats industriels de la Ruhr, avec sièges à New-York et à Londres, fournit un exemple caractéristique de l'interpénétration du capital américain, allemand et anglais. Allen Dulles, directeur des maisons de Londres, Cologne et Hambourg de la «I. G. Schröder Banking Corporation» à New-York, y a joué un rôle de premier plan. La fameuse maison de contentieux «Sullivan and Cromwell» a joué un rôle éminent au siège de New-York de la Banque Schröder. La maison «Sullivan and Cromwell» est dirigée par John Foster Dulles, qui est actuellement le principal conseiller de M. Marshall. Sa maison est étroitement liée avec le trust mondial du pétrole, la «Standard Oil» de Rockefeller, et aussi avec la plus puissante banque des Etats- Unis, la «Chase National Bank», qui a investi d'immenses capitaux dans l'industrie allemande.

En 1947, paraissait à New-York un livre de R. Sasuly qui soulignait qu'après Versailles, aussitôt que l'inflation fut arrêtée en Allemagne et le mark consolidé, l'Allemagne fut littéralement inondée d'emprunts étrangers. Ainsi, entre 1924 et 1930, la dette extérieure de l'Allemagne augmenta de

1. Corvin D. EDWARDS, Les cartels internationaux dans l'économie et la politique, 1947.

30 milliards de marks.

L'industrie allemande et, tout particulièrement, les «Vereinigte Stahlwerke» (firme allemande) fut largement reconstruite et modernisée avec l'aide du capital étranger, américain surtout. Certains emprunts étaient directement accordés aux firmes qui ont joué le premier rôle dans le réarmement[2].

Une des plus grandes banques new-yorkaises, la banque «Dillon, Read and Company», dont l'actuel ministre de la Défense, Forrestal[3], a été directeur pendant un certain nombre d'années, a joué à l'époque un rôle important dans le financement du trust allemand de l'acier «Vereinigte Stahlwerke», en même temps que la banque anglo-germano-américaine Schröder.

C'est cette pluie d'or de dollars américains qui a fécondé l'industrie lourde de l'Allemagne hitlérienne et, en particulier, l'industrie de guerre. Ce sont ces milliards de dollars américains, investis dans l'économie de guerre de l'Allemagne hitlérienne par les monopoles d'outre-Atlantique, qui ont rétabli le potentiel de guerre allemand et ont mis entre les mains du régime hitlérien l'arme nécessaire pour son agression.

En peu de temps, profitant de l'appui financier, principalement de la part des monopoles américains, l'Allemagne a rétabli une industrie de guerre puissante, capable de produire, en quantités énormes, des armements de premier ordre, de nombreux milliers de chars d'assaut, d'avions, de canons, de navires de guerre modernes et autres types d'armements.

C'est ce que voudraient oublier les falsificateurs de l'histoire, qui s'efforcent de se soustraire à la responsabilité leur incombant du fait de leur politique qui a eu pour effet d'armer l'agression hitlérienne et de déclencher la deuxième guerre mondiale avec, comme résultat, une catastrophe sans précédent dans l'histoire, qui a coûté à l'humanité des millions de victimes.

On ne peut donc oublier que les premières et les plus importantes prémices de l'agression hitlérienne furent de rétablir et de rénover l'industrie lourde et l'industrie de guerre allemandes, ce qui n'est devenu possible qu'à la suite d'une aide financière directe et ample de la part des milieux dirigeants des

2. Richard SASULY, I.G. Farben, Bond and Gaer, New-York, 1947, p. 80.
3. Stock Exchange Year Book, London, 1925. Who's Who in America ; Who's Who in American Finance ; Moody's Manual of Corporation ; Poor's Manual, 1924-1939.

Etats-Unis d'Amérique.

Mais ce n'est pas tout.

Un autre facteur décisif qui a contribué au déclenchement de l'agression hitlérienne fut la politique des milieux dirigeants de l'Angleterre et de la France, politique «d'apaisement» de l'Allemagne hitlérienne, politique renonçant à la sécurité collective. Actuellement, il doit être clair pour tout le monde que c'est cette politique des milieux dirigeants anglo-français, politique de renonciation à la sécurité collective, de non-résistance à l'agression allemande et d'encouragement des prétentions agressives de l'Allemagne hitlérienne, qui a abouti à la deuxième guerre mondiale.

Passons aux faits :

Peu de temps après l'accession de Hitler au pouvoir, à la suite des efforts des gouvernements anglais et français, en 1933, un «pacte d'entente et de coopération» des quatre puissances : Grande- Bretagne, Allemagne, France, Italie, fut signé à Rome. Ce pacte signifiait une entente entre les gouvernements anglais et français d'une part, et d'autre part le fascisme allemand et italien, qui, déjà, ne dissimulait pas ses visées agressives. En même temps, ce pacte conclu avec les Etats fascistes signifiait la renonciation à la politique de renforcement du front unique des puissances pacifiques contre les Etats agressifs. En traitant avec l'Allemagne et l'Italie et en laissant de côté les autres puissances, membres de la conférence du désarmement qui siégeait alors et qui examinait la proposition soviétique de conclure un pacte de non-agression et un pacte en vue de déterminer l'agresseur, la Grande-Bretagne et la France ont porté un coup à l'œuvre entreprise pour assurer la paix et la sécurité des peuples.

Après cela, en 1934, l'Angleterre et la France ont aidé Hitler à profiter de l'attitude hostile, à l'égard de l'U.R.S.S., de la Pologne seigneuriale, leur alliée, ce qui a eu pour résultat la conclusion du pacte germano-polonais de non-agression, qui fut une des étapes importantes des préparatifs de l'agression allemande. Hitler avait besoin de ce pacte pour désorganiser les rangs des partisans de la sécurité collective et pour démontrer par cet exemple que l'Europe avait besoin non pas d'une sécurité collective mais d'accords bilatéraux. Cela permettait aux agresseurs allemands de décider eux-mêmes quand, et avec qui, des accords devaient être conclus et quand,

et qui devait être attaqué. Nul doute que le pacte germano-polonais ne constituât la première brèche importante dans la structure de la sécurité collective.

S'enhardissant, Hitler prit nombre de mesures pour reconstituer ouvertement les forces armées de l'Allemagne, ce qui ne provoqua aucune résistance de la part des dirigeants anglais et français. Au contraire, peu de temps après, en 1935, à Londres, où Ribbentrop était arrivé à cette fin, un accord naval anglo-allemand était conclu aux termes duquel la Grande-Bretagne consentit au rétablissement des forces navales allemandes qui devenaient presque aussi importantes que la flotte de guerre française. Hitler obtenait en outre le droit de construire des sous-marins d'un tonnage global de 45 % de la flotte sous-marine britannique. C'est également à cette période que se rapportent les actes unilatéraux de l'Allemagne hitlérienne, qui avaient pour but de supprimer toutes les autres restrictions établies par le traité de Versailles — ces actes n'ayant provoqué aucune résistance de la part de l'Angleterre, de la France et des Etats-Unis.

Les appétits des agresseurs fascistes augmentaient de jour en jour, les Etats-Unis, la Grande- Bretagne et la France faisant preuve d'une tolérance évidente. Certes, ce n'est pas par hasard qu'à cette époque les interventions militaires de l'Allemagne et de l'Italie en Ethiopie et en Espagne ne leur créaient guère d'ennuis.

Seule, l'Union Soviétique poursuivit d'une manière ferme et conséquente sa politique de paix, défendant les principes de l'égalité en droits et de l'indépendance à propos de l'Ethiopie, qui était d'ailleurs un des membres de la Société des Nations, ainsi que le droit du gouvernement légitime républicain d'Espagne à recevoir un appui de la part des pays démocratiques dans sa lutte contre l'intervention germano-italienne.

«L'Union Soviétique — disait V. Molotov à la session du Comité central exécutif de l'U.R.S.S. en date du 10 janvier 1936, en parlant de l'agression italienne contre l'Ethiopie — a démontré au sein de la Société des Nations, sur l'exemple d'un petit pays, l'Ethiopie, qu'elle était fidèle à ce principe, celui de l'indépendance de tous les Etats et de leur égalité en droits en tant que nations.

«L'Union Soviétique a également profité de sa participation à la Société

des Nations pour mettre en pratique sa ligne de conduite à l'égard de l'agresseur impérialiste.»[4]

V. Molotov avait dit alors : «La guerre Italo-éthiopienne montre que la menace d'une guerre mondiale s'accroit sans cesse et gagne de plus en plus l'Europe.»[5]

Que faisaient pendant ce temps les gouvernements des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France, sous les yeux desquels les brigands fascistes, d'une manière toujours plus impudente, sévissaient contre leurs victimes ? Ils ne bougèrent pas pour mater les agresseurs allemands et italiens, pour prendre la défense des droits des peuples, foulés aux pieds, pour maintenir la paix et enrayer la menace imminente de la deuxième guerre mondiale.

L'Union Soviétique seule faisait tout son possible pour barrer la voie aux agresseurs fascistes. L'Union Soviétique s'est faite l'initiateur et le champion de la sécurité collective. Dès le 6 février 1933, au sein de la commission générale du désarmement, M. Litvinov, représentant de l'Union Soviétique, avait proposé de faire une déclaration définissant les termes d'agression et d'agresseur. En proposant de définir le terme d'agresseur, l'Union Soviétique partait de la nécessité de préciser autant que possible, dans l'intérêt de la sécurité générale, et pour faciliter un accord au sujet d'une réduction maxima des armements, le terme d' «AGRESSION», cela afin «d'écarter tout prétexte tendant à la justifier». Toutefois, cette proposition a été déclinée par la conférence, qui, sous la direction de l'Angleterre et de la France, favorisait l'agression allemande.

Tout le monde sait la lutte persistante et prolongée de l'Union Soviétique et de sa délégation, présidée par M. Litvinov, à la Société des Nations, en faveur du maintien et du renforcement de la sécurité collective. Au cours de toute la période d'avant guerre, la délégation soviétique auprès de la Société des Nations défendit le principe de la sécurité collective, en élevant sa voix en faveur de ce principe à presque toutes les séances et dans presque toutes les commissions de la Société des Nations. Mais, comme on sait, la voix de l'Union Soviétique restait une voix dans le désert. Tout le monde

4. V. MOLOTOV, Articles et discours, 1935-36, p. 176.
5. V. MOLOTOV, Articles et discours, 1935-36, p. 177.

connaît les propositions de la délégation soviétique au sujet des mesures à prendre pour renforcer la sécurité collective, propositions adressées d'ordre du Gouvernement soviétique à M. Avenol, secrétaire général de la Société des Nations, en date du 30 août 1936, avec la demande de les examiner au sein de la Société des Nations. Mais on sait également que ces propositions ont été ensevelies dans les archives de la Société des Nations et qu'il ne leur a pas été donné suite.

Il était évident que l'Angleterre et la France, qui, à ce moment, jouaient le premier rôle à la Société des Nations, renonçaient à résister collectivement à l'agression allemande. Elles renonçaient à la sécurité collective, puisque celle-ci les empêchait de poursuivre leur nouvelle politique «d'apaisement» de l'agression allemande, la politique de concessions à l'agression hitlérienne. Certes, une pareille politique ne pouvait que renforcer l'agression allemande. Mais les milieux dirigeants anglo-français estimaient que cela n'était pas dangereux, puisque, en donnant satisfaction aux agresseurs allemands par des concessions dans l'Ouest, on pourrait les diriger plus tard du côté de l'Est et en faire une arme contre l'U.R.S.S.

Dans le rapport présenté au cours du XVIIIème congrès du Parti communiste de l'Union Soviétique au mois de mars 1939, J. Staline, en exposant les raisons du renforcement de l'agression hitlérienne, disait :

«La raison principale consiste en ce que la majorité des pays non-agressifs et avant tout l'Angleterre et la France, renoncent à la politique de la sécurité collective, à la politique de résistance collective aux agresseurs, et adoptent une attitude de non-intervention, une attitude de neutralité.»[6]

Pour désorienter le lecteur et, en même temps, calomnier le gouvernement soviétique, le correspondant américain Nil Stanford affirme que le gouvernement soviétique s'opposait à la sécurité collective ; que M. Litvinov fut écarté de son poste de commissaire aux Affaires étrangères et remplacé par V. Molotov parce qu'il poursuivait une politique visant à renforcer la Sécurité collective. Il est difficile d'imaginer quelque chose de plus stupide que cette affirmation fantastique. Il est évident que M. Litvinov poursuivait non pas sa politique personnelle mais celle du gouvernement soviétique.

6. J. STALINE, Rapport présenté au XVIIIeme Congrès du Parti sur l'activité du Comité Central du Parti Communiste de l'Union Soviétique, questions du Léninisme, p.570

D'autre part, la lutte que ce gouvernement et ses représentants, M. Litvinov y compris, ont poursuivie en faveur de la sécurité collective au cours de toute la période d'avant- guerre est connue du monde entier.

Quant à la nomination de M. Molotov au poste de commissaire du peuple aux Affaires étrangères, il est évident que, dans une situation compliquée, alors que les agresseurs fascistes préparaient la deuxième guerre mondiale et que la Grande-Bretagne et la France avec, derrière elles, les Etats- Unis, les laissaient directement faire et les encourageaient dans leurs plans de guerre contre l'U.R.S.S., il était nécessaire de voir à un poste aussi responsable que celui du commissaire aux Affaires étrangères un homme d'Etat plus expérimenté et jouissant dans le pays d'une plus grande popularité que M. Litvinov.

Ce n'est pas par hasard que les puissances occidentales ont renoncé au pacte de la sécurité collective. Au cours de cette période, une lutte entre deux lignes de conduite dans la politique internationale s'était engagée. L'une consistait à lutter pour la paix, pour l'organisation de la sécurité collective et visait à résister à l'agression par les efforts unis des peuples pacifiques. Cette ligne de conduite était celle de l'Union Soviétique, qui défendait d'une manière conséquente et ferme les intérêts de tous les peuples pacifiques, grands et petits. L'autre ligne de conduite était celle de la renonciation à l'organisation de la sécurité collective et à la résistance à l'agression, ce qui encourageait nécessairement les pays fascistes à renforcer leur action agressive et, de ce fait, contribuait au déclenchement d'une nouvelle guerre.

Tout cela montre que la vérité historique est que l'agression hitlérienne est devenue possible premièrement, en raison du fait que les Etats- Unis ont aidé les Allemands à créer en peu de temps la base économique et militaire de l'agression allemande et ont ainsi fourni les armes à cette agression, et, deuxièmement, parce que la renonciation des milieux dirigeants anglo-français à la sécurité collective a désorganisé les rangs des pays pacifiques, dissocié le front unique de ces pays face à l'agression, frayé la voie à l'agression allemande, aidé Hitler à déclencher la deuxième guerre mondiale.

Que serait-il advenu si les Etats-Unis n'avaient pas financé l'industrie lourde de l'Allemagne hitlérienne et si l'Angleterre et la France n'avaient pas renoncé à la sécurité collective, mais, au contraire, avaient organisé

en commun avec l'Union Soviétique la riposte collective à l'agression allemande ?

L'agression hitlérienne aurait été privée d'un armement suffisant. La politique hitlérienne de conquête se serait trouvée prise dans les tenailles du régime de la sécurité collective. Les chances que les hitlériens auraient eues de pouvoir déclencher avec succès une deuxième guerre mondiale auraient été réduites au minimum. Et si les hitlériens, en dépit de ces conditions défavorables, avaient néanmoins osé déclencher une deuxième guerre mondiale, ils auraient été battus dès la première année de guerre.

Malheureusement tel ne fut pas le cas, et cela à cause de la politique funeste des Etats-Unis, de l'Angleterre et de la France au cours de toute la période d'avant guerre.

Voilà les coupables de ce que les hitlériens ont pu, non sans succès, déclencher une deuxième guerre mondiale, qui a duré presque six ans et a fait des millions de victimes.

II - NON PAS LUTTE CONTRE L'AGRESSION ALLEMANDE MAIS POLITIQUE D'ISOLEMENT DE L'U.R.S.S.

La suite des événements montra encore plus nettement que les milieux gouvernants d'Angleterre et de France ne faisaient qu'encourager l'Allemagne et la pousser dans la voie des conquêtes en accordant des concessions et des faveurs aux Etats fascistes qui s'étaient groupés en 1936, en un bloc militaire et politique connu sous le nom «d'Axe Berlin-Rome».

Repoussant la politique de sécurité collective, l'Angleterre et la fiance avaient adopté une attitude de prétendue non-intervention, au sujet de laquelle J. Staline disait :

«…La politique de non-intervention peut être caractérisée comme suit : «Que chaque pays se défende contre les agresseurs comme il veut et comme il peut, cela ne nous regarde pas, nous allons commercer aussi bien avec les agresseurs qu'avec leurs victimes.» Mais en réalité la politique de non-intervention revient à laisser faire l'agresseur, à déclencher la guerre et, par conséquent, à la transformer en une guerre mondiale.»[7]

Staline ajoutait que :

«…le jeu politique vaste et dangereux commencé par les tenants de la politique de non- intervention peut finir pour eux par un sérieux échec.» [8]

Les documents du ministère allemand des Affaires étrangères saisis par les troupes soviétiques après la défaite de l'Allemagne dévoilent la vraie nature de la politique extérieure de la Grande-Bretagne et de la France pendant cette période. Comme le montrent ces documents, le fond de la politique anglo-française ne consistait pas à grouper les forces des Etats pacifiques pour une lutte commune contre l'agression, mais à isoler l'U.R.S.S. et à diriger l'agression hitlérienne vers l'Est, contre l'Union Soviétique, en faisant de Hitler l'instrument de leurs buts.

---

7. Compte rendu sténographique du 18e Congrès du Parti Communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S..; O.G.I.Z., 1939, p. 13.
8. lbidem, p. 14.

Ce faisant, les gouvernants d'Angleterre et de France connaissaient fort bien l'orientation fonda mentale de la politique extérieure hitlérienne, que Hitler avait définie comme suit :

«…Nous autres, nationaux-socialistes, nous mettons sciemment le point final à l'orientation de notre politique extérieure d'avant-guerre. Nous commençons là où nous nous sommes arrêtés il y a six siècles. Nous abandonnons le perpétuel désir d'expansion vers le Sud et l'Ouest de l'Europe, et tournons nos regards vers les terres de l'Est. Nous rompons enfin avec la politique coloniale et commerciale d'avant guerre et passons à la politique terri toriale de l'avenir. Mais, lorsque nqus parlons aujourd'hui en Europe de terres nouvelles, nous ne pouvons songer en premier lieu qu'à la Rus sie et aux Etats limitrophes qui lui sont subor donnés. Il semble que le destin lui-même nous montre le chemin.»[9]

On avait généralement pensé jusqu'à ces temps derniers que toute la responsabilité de la politique de trahison de Munich incombait aux milieux gouvernants d'Angleterre et de France, aux gouvernements de Chamberlain et de Daladier. Le fait que le gouvernement américain s'est chargé de publier les documents des archives allemandes en excluant du recueil ceux relatifs à l'accord de Munich montre que ce gouvernement est intéressé à disculper les héros de la trahison de Munich et à essayer de rejeter la faute sur l'U.R.S.S.

Autrefois aussi, le fond de la politique munichoise de l'Angleterre et de la France était suffisamment clair. Cependant, les documents des archives du ministère allemand des Affaires étrangères qui sont aux mains du gouvernement sovié tique apportent de nombreuses données complémentaires qui dévoilent le vrai sens de la diplomatie des puissances occidentales dans la période d'avant guerre ; ils montrent comment on a joué avec les destinées des peuples, avec quelle impudence on trafiquait de territoires d'autrui, comment on retaillait en secret la carte du monde, comment on encourageait l'agression hitlérienne et quels efforts on faisait pour orienter cette agression vers l'Est, contre l'Union Soviétique.

Cela est éloquemment attesté, par exemple, par le document allemand contenant le texte d'un entretien qui eut lieu le 19 novembre 1937, à

9. A. HITLER, Mein Kampf, Munich, 1936, p. 742.

Obersalzberg, entre Hitler et le ministre anglais Halifax, en présence du ministre allemand des Affaires étrangères von Neurath.

Halifax déclara que :

«lui, (lord Halifax), et les autres membres du gouvernement anglais, étaient convaincus que le Führer avait obtenu de grands résultats non seulement en Allemagne ; mais que, en détruisant le communisme dans son pays, il lui avait barré le chemin de l'Europe occidentale et que, pour cette raison, l'Allemagne pouvait être considérée à bon droit comme le bastion de l'Occident contre le bolchévisme.»[10]

Au nom du premier ministre britannique Chamberlain, Halifax déclarait qu'il y avait pleine possibilité de résoudre même les problèmes difficiles, pourvu que l'Allemagne et l'Angleterre réussis* sent à s'entendre aussi avec la France et l'Italie. Halifax disait :

«Il ne faut pas qu'on ait l'Impression que «l'Axe Berlin-Rome» ou les bonnes relations entre Londres et Paris auraient à souffrir d'un rapprochement germano-britannique. Une fois que, grâce au rapprochement germano-britannique, le terrain se trouvera préparé, les quatre grandes puissances d'Europe occidentale[11] de vont créer en commun la base sur laquelle on pourra établir en Europe une paix durable. Aucune des quatre puissances ne doit en aucun cas rester en marge de cette collaboration ; sinon, on ne pourra mettre un terme à l'instabilité actuelle.»[12]

C'est ainsi que dès 1937, au nom du gouverne ment anglais, Halifax proposait à Hitler l'adhésion de l'Angleterre et, en même temps, de la France, à «l'Axe Berlin-Rome».

Toutefois, Hitler répondit à cette proposition en déclarant qu'un tel accord entre les quatre puissances lui semblait très facile à réaliser pour autant qu'il s'agisse de bonne volonté et de courtoisie réciproques, mais que les choses se compliqueraient si l'Allemagne n'était pas considérée «comme un

10. Texte d'un entretien entre le Führer, chancelier du Reich, et lord Halifax, en présence de M. Ie Ministre des Affaires étrangères du Reich à Obersalzberg, 19 novembre 1937 (Archives du Ministère allemand des Affaires étrangères).
11. On a en vue la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et I'Italie.
12. Voir : Texte d'un entretien… (déjà cité).

Etat ne portant plus le stigmate moral ou matériel du traité de Versailles».

Halifax répondit, selon le texte noté de l'entre tien :

«Les Anglais sont des réalistes et, plus, que quiconque peut-être, ils sont convaincus que les erreurs du diktat de Versailles doivent être corrigées. Autrefois aussi, l'Angleterre a toujours exercé son influence dans ce sens réaliste. Halifax signala le rôle joué par l'Angleterre lors de l'évacuation avant terme de la Rhénanie, lors du règlement de la question des réparations, et lors de la réoccupation de la Rhénanie.»[13]

La suite du texte de l'entretien Hitler-Hallfax montre que le gouvernement anglais avait adopté une attitude favorable aux plans hitlériens de «l'acquisition» de Dantzig, de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie. Après avoir examiné avec Hitler les questions du désarmement et de la S.D.N. Et observé que ces problèmes avaient besoin d'être encore discutés, Halifax déclara :

«On peut dire de toutes les autres questions qu'elles concernent des changements de l'ordre européen qui, selon toute probabilité, s'accompliront tôt ou tard. Au nombre de ces questions figurent Dantzig, l'Autriche et la Tchécoslovaquie. L'Angleterre n'est intéressée qu'à une chose : que ces changements se fassent par une évolution pacifique et que l'on puisse éviter les méthodes susceptibles d'entraîner de nouveaux bouleversements, que ne souhaiteraient ni le Führer, ni les autres pays.»[14]

On le voit : cet entretien n'était pas un simple sondage, une façon de tâter l'interlocuteur, ce qui est parfois une nécessité politique, mais une collusion, un accord secret entre le gouvernement anglais et Hitler, en vue de satisfaire l'appétit de conquête de celui-ci aux dépens de tiers pays.

Il convient de noter à ce propos la déclaration faite au Parlement, le 21 février 1938, par le ministre anglais Simon, suivant laquelle la Grande-Bretagne n'avait jamais donné de garantie spéciale de l'indépendance de l'Autriche. C'était un mensonge manifeste, puisque de telles garanties se trouvaient dans les traités de Versailles et de Saint-Germain.

13. Voir : Texte d'un entretien… (déjà cité).
14. Ibidem.

A la même époque, le premier ministre britannique Chamberlain déclara que l'Autriche ne pouvait compter sur aucune défense de la part de la Société des Nations.

«Nous ne devons pas essayer, a dit Chamberlain, de nous induire nous-mêmes en erreur et encore moins devons-nous tromper les nations petites et faibles en leur faisant espérer qu'elles seront défendues par la S.D.N. contre l'agression et que l'on pourra agir en conséquence ; car nous savons que rien de tel ne peut être entrepris.»[15]

C'est ainsi que les dirigeants de la politique britannique encourageaient Hitler à entreprendre des conquêtes.

Les archives allemandes saisies par les troupes soviétiques à Berlin contiennent aussi le texte d'un entretien entre Hitler et l'ambassadeur britannique en Allemagne, Henderson, qui eut lieu en présence de Ribbentrop, le 3 mars 1938[16]. Dès le début de cet entretien, Henderson en souligna le caractère confidentiel, en stipulant que la teneur n'en serait communiquée ni aux Français, ni aux Belges, ni aux Portugais, ni aux Italiens, aux quels on se bornerait à dire que cet entretien faisait suite aux pourparlers Halifax-Hitler et qu'il avait été consacré à des questions concernant l'Allemagne et l'Angleterre.

Au cours de cet entretien, parlant au nom du gouvernement anglais, Henderson souligna :

«Il ne s'agit pas d'une transaction commerciale, mais d'une tentative d'établir les bases d'une amitié vraie et cordiale avec l'Allemagne, en commençant par améliorer la situation et en finissant par créer un esprit nouveau de compréhension amicale.»[17]

N'élevant pas d'objections contre l'exigence do Hitler de «grouper l'Europe sans la Russie», Henderson rappela que Halifax, devenu entre temps

15. Times du 23 février 1938, p. 8.
16. Texte de l'entretien entre le Führer, chancelier du Reich, et l'ambassadeur royal britannique, qui eut lieu en présence de M. Von Ribbentrop, ministre des Affaires étrangères du Reich, le 3 mars 1938, à Berlin (Archives du Ministère allemand des Affaires étrangères).
17. Ibidem.

ministre des Affaires Etrangères, avait déjà accepté les changements territoriaux que l'Allemagne se disposait à faire en Europe, et que :

«Le but de la proposition anglaise est de prendre part à un tel règlement raisonnable.»

Ainsi qu'il est stipulé dans le texte noté de ce même entretien, Henderson déclara que Chamberlain «fit preuve d'un grand courage lorsque, mal gré tout, il arracha le masque de phrases inter nationales telles que la sécurité collective, etc.»

«Et c'est pourquoi, ajoutait Henderson, l'Angleterre se déclare prête à écarter toutes les difficultés et demande à l'Allemagne si elle est disposée, à son tour, à en faire autant.»[18]

Lorsque Ribbentrop se mêla à la conversation en faisant remarquer à Henderson que le ministre d'Angleterre à Vienne avait fait «sous une forme dramatique» une déclaration à von Papen à propos des événements d'Autriche, Henderson s'empressa de se désolidariser de la déclaration de son collègue en disant que «lui-même, Neville Henderson, s'était souvent prononcé pour l'Anschluss.»

Tel était le langage tenu par la diplomatie an glaise dans la période d'avant guerre.

Après cette entente, dès le 12 mars 1938, Hitler s'empara de l'Autriche sans se heurter à aucune résistance de l'Angleterre ni de la France. L'Union Soviétique fut seule à ce moment à jeter un cri d'alarme et à lancer un nouvel appel à l'organisation de la défense collective de l'indépendance des pays menacés d'agression. Dès le 17 mars 1938, le Gouvernement soviétique avait adressé aux puissances une note, se déclarant prêt «à entreprendre avec les autres puissances, dans la S.D.N. ou en marge de celle-ci, l'examen de mesures pratiques» qui «seraient destinées à enrayer le développement de l'agression et à supprimer le danger, devenu plus pressant, d'un nouveau carnage mondial.»[19] La réponse du Gouvernement anglais à la note soviétique montrait que ledit gouvernement ne voulait pas contrecarrer ces plans d'agression hitlérienne.

18. Ibidem.
19. Izvestia du 18 mars 1938.

Il y était dit qu'une conférence pour l'adoption «d'actions concertées contre l'agression n'exercerait pas nécessairement, de l'avis du gouvernement de Sa Majesté, une influence favorable sur les perspectives de la paix européenne.»[20]

L'occupation de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne fut le maillon suivant dans la chaîne de l'agression allemande et de la préparation de la guerre en Europe. Et ce pas important vers le déchaînement de la guerre en Europe ne put être fait par Hitler qu'avec l'appui direct de l'Angle terre et de la France.

Dès le 10 juillet 1938, l'ambassadeur d'Allemagne à Londres, Dircksen, communiquait à Berlin que le gouvernement anglais «avait fait de la recherche d'un compromis avec l'Allemagne un des points essentiels de son programme» et que «ledit gouvernement manifeste pour l'Allemagne le maximum de compréhension que pourrait manifester une quelconque des équipes possibles d'hommes politiques anglais.»[21]

Dircksen écrivait que le gouvernement anglais «s'était rapproché de la compréhension des points les plus essentiels des revendications fondamentales de l'Allemagne en ce qui concerne l'élimination de l'Union Soviétique du règlement du sort de l'Europe, la mise à l'écart, dans le même esprit, de la S.D.N. et l'opportunité de négociations et de traités bilatéraux.»

Dircksen mandait également à Berlin que le gouvernement anglais était prêt à faire de grands sacrifices pour «satisfaire les autres justes revendications de l'Allemagne.»

De ce fait, une entente allant loin et concernant les plans de politique extérieure était réellement intervenue entre le gouvernement anglais et Hitler, ce que Dircksen notait avec autant de force d'ex pression dans son rapport adressé à Berlin.

Il n'est guère besoin de rappeler les faits patents se rapportant directement à la transaction de Munich. Il ne faut cependant pas oublier que le 19 septembre 1938, c'est-à-dire quatre jours après l'entrevue Hitler-Chamberlain (ce dernier s'était rendu en avion à la résidence hitlérienne de Berchtesgaden),

20. Note du Ministère britannique des Affaires étrangères du 24 mars 1938.
21. Rapport politique du 10 juillet 1938, faisant suite au rapport A, n° 2.589 du 10 juin de l'année courante, tiré des Archives du Ministère des Affaires étrangères.

les représentants des gouvernements britannique et français exigeaient du gouvernement tchécoslovaque le transfert à l'Allemagne des régions de la Tchécoslovaquie principalement peuplées d'Allemands des Sudètes. Ils déclaraient, pour justifier cette exigence, que, sans cela, il serait soi-disant impossible de maintenir la paix et de garantir les intérêts vitaux de la Tchécoslovaquie. Les protecteurs anglo-français de l'agres sion hitlérienne tentaient de couvrir leur trahison par la promesse d'une garantie internationale des nouvelles frontières de l'Etat tchécoslovaque, comme «contribution à l'œuvre d'apaisement de l'Europe.»[22]

Le 20 septembre, le Gouvernement tchécoslovaque répondait aux propositions anglo-françaises. Il déclarait que «l'adoption de telles propositions équivaudrait à une mutilation volontaire et complète de l'Etat sous tous les rapports.» Le gouvernement tchécoslovaque attirait l'attention des gouvernements anglais et français sur le fait que «la paralysie de la Tchécoslovaquie aurait pour conséquence des changements politiques profonds dans toute l'Europe centrale et du Sud-Est.»

«L'équilibre des forces dans l'Europe centrale et dans l'Europe en général, déclarait dans sa réponse le gouvernement tchécoslovaque, se rait détruit, ce qui entraînerait de graves con séquences pour tous les autres Etats, pour la France tout particulièrement.»

Le gouvernement tchécoslovaque lançait un «ultime appel» aux gouvernements d'Angleterre et de France, leur demandant de revenir sur leur point de vue et soulignant que ceci était non seulement dans l'intérêt de la Tchécoslovaquie, mais de ses amis aussi, dans l'intérêt «de toute la cause de la paix et d'un développement normal de l'Europe.»

Les gouvernants anglo-français restèrent inébranlables. Le lendemain, le gouvernement anglais adressait sa réponse au gouvernement tchécoslovaque. Dans cette note, il lui proposait de retirer sa réponse aux propositions initiales anglo-françaises et de «peser d'urgence et sérieusement» le pour et le contre avant de créer une situation dont le gouvernement anglais ne saurait assumer la responsabilité. En conclusion, le gouvernement anglais soulignait qu'il ne pouvait croire que le projet tchécoslovaque d'arbitrage fût

22. Correspondence respecting Czechoslovakia, septembre 1938, London, 1938, ctd. 5.487, p. 8-9.

acceptable à l'heure actuelle. La note faisait remarquer que le gouvernement anglais ne pouvait supposer que «le gouvernement allemand considère la situation comme susceptible d'être résolue par voie d'arbitrage, comme le propose le gouvernement tchécoslovaque.»

En conclusion, la note anglaise mettait en garde le Gouvernement tchécoslovaque et déclarait sur un ton menaçant que, dans le cas où le conseil donné par l'Angleterre serait rejeté par le gouvernement tchécoslovaque, «il serait loisible à ce lui-ci de recourir à toutes actions qu'il jugerait conformes à la situation pouvant se créer plus tard.»

La conférence de Munich, qui eut lieu les 29-30 septembre 1938 entre Hitler, Chamberlain, Mussolini et Daladier fut le couronnement de la honteuse transaction pleinement concertée au préalable entre les principaux participants du complot contre la paix. Le sort de la Tchécoslovaquie fut décidé sans qu'elle y participât dans aucune me sure. Les représentants de la Tchécoslovaquie ne furent invités à Munich que pour y attendre avec soumission les résultats de l'entente entre les impérialistes.

Toute l'attitude de l'Angleterre et de la France ne laissait d'ailleurs aucun doute sur ce point que l'acte inouï de trahison commis par les gouvernements anglais et français à l'égard du peuple tchécoslovaque et de sa République n'était nullement un épisode fortuit dans la politique de ces Etats, mais un élément important de la politique dont le but était d'orienter l'agression hitlérienne contre l'Union Soviétique.

Le véritable sens de l'entente de Munich fut dénoncé dès cette époque par J. Staline disant qu'«on a donné aux Allemands des régions de la Tchécoslovaquie comme prix de leur engage ment de déclencher la guerre contre l'Union Soviétique.»[23]

L'essence de toute la politique des milieux gouvernants anglo-français dans cette période fut révélée dans les paroles suivantes de Joseph Staline au XVIIIe Congrès du Parti communiste (bolchévik) de l'Union Soviétique, en mars 1939 :

«La politique de non-intervention, disait J. Staline, équivaut à tolérer

23. XVIIIe Congrès du Parti Communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. Compte rendu sténographique, O.G.I.Z., 1939, p. 14.

l'agression, à déchaîner la guerre et, par conséquent, à la transformer en guerre mondiale. Dans la politique de non-intervention perce l'aspiration, le désir de ne pas empêcher les agresseurs d'accomplir leur œuvre ténébreuse ; de ne pas empêcher, par exemple, le Japon de s'enliser dans la guerre avec la Chine et mieux encore avec l'Union Soviétique, de ne pas empêcher l'Allemagne, notamment, de s'embourber dans les affaires européennes, de s'empêtrer dans la guerre contre l'Union Soviétique ; de permettre à tous les belligérants de s'enfoncer jusqu'au cou dans la vase de la guerre, de les y encourager sournoisement ; de les laisser s'affaiblir et s'épuiser mutuellement, et ensuite, lorsqu'ils seront suffisamment affaiblis, de paraître sur la scène avec des forces fraîches, d'intervenir, naturellement, «dans l'intérêt de la paix» et de dicter ses conditions aux belligérants affaiblis.»[24]

L'accord de Munich fut accueilli avec indignation et par un blâme résolu dans les milieux démocratiques de divers pays, y compris les Etats-Unis d'Amérique, la Grande-Bretagne et la France. On peut juger de l'attitude de ces milieux vis-à- vis de la trahison munichoise des gouvernants anglo-français, ne serait-ce que par des commentaires comme ceux qu'on trouve, par exemple, dans le livre publié aux Etats-Unis par M. Sayers et A.-E. Kahn, sous le titre de «La Guerre secrète contre l'Union Soviétique». Voici ce que les auteurs de ce livre écrivaient au sujet de Munich :

«Les Gouvernements de l'Allemagne nazie, de l'Italie fasciste, de la Grande-Bretagne et de la France signèrent le pacte de Munich, la sainte alliance antisoviétique à laquelle la réaction mondiale rêvait depuis 1918. Le pacte privait l'U.R.S.S. de tout allié. Le pacte franco- soviétique, pierre d'angle de la sécurité collective européenne, était mort. Le pays des Sudètes tchèque était rattaché à l'Allemagne nazie. Le chemin de l'Est était ouvert devant la Wehrmacht.»[25]

De toutes les grandes puissances, l'Union Soviétique a été la seule qui ait pris une part active, à toutes les étapes de la tragédie tchécoslovaque, à la défense de l'indépendance et des droits nationaux de la Tchécoslovaquie. Dans leurs tentatives pour se justifier aux yeux de l'opinion publique, les

24. Ibidem, p. 13.
25. SAYERS and KAHN, The Great Conspiracy, Boston, 1946, pp. 324-325. (Cf. p. 437 de la traduction française La Grande Conspiration contre la Russie, Paris, Editions Hier et Aujourd'hui, 1947).

gouvernements d'Angleterre et de France ont prétendu hypocritement qu'ils ignoraient si l'Union Soviétique remplirait vis-à-vis de la Tchécoslovaquie ses engagements découlant du traité d'assis tance mutuelle. Mais ils affirmaient ainsi une chose qu'ils savaient fausse, car le Gouvernement soviétique s'était publiquement déclaré prêt à inter venir en faveur de la Tchécoslovaquie contre l'Allemagne, conformément aux clauses de ce traité qui stipulaient l'intervention simultanée de la France pour la défense de la Tchécoslovaquie. Mais la France refusa de remplir son devoir.

Néanmoins, le Gouvernement soviétique déclara de nouveau, à la veille de la transaction de Munich, se prononcer pour la convocation d'une conférence internationale, afin d'apporter une aide pratique à la Tchécoslovaquie et de prendre des mesures pratiques pour maintenir la paix.

Lorsque l'occupation de la Tchécoslovaquie devint un fait et que les gouvernements des pays impérialistes eurent, l'un après l'autre, déclaré reconnaître le fait accompli, le Gouvernement soviétique flétrit dans sa note du 18 mars la mainmise sur la Tchécoslovaquie, perpétrée par l'Allemagne hitlérienne avec la complicité de l'Angleterre et de la France, comme un acte arbitraire de violence et d'agression. Dans cette même note, le Gouverne ment soviétique soulignait que les actes de l'Allemagne avaient créé et renforcé la menace contre la paix universelle, «troublé la stabilité politique en Europe centrale, multiplié les éléments de l'état d'alarme existant déjà en Europe et porté un nouveau coup au sentiment de sécurité des peuples.» [26]

Mais on ne se borna pas à livrer la Tchécoslovaquie à Hitler. Les gouvernements de l'Angleterre et de la France se hâtèrent à qui mieux mieux de signer de larges accords politiques avec l'Allemagne hitlérienne. Le 30 septembre 1938 fut signée à Munich, par Chamberlain et Hitler, une déclaration anglo-allemande où il était dit :

«Nous avons poursuivi aujourd'hui notre entretien et sommes arrivés unanimement à la conviction que la question des rapports germano-anglais a une importance de tout premier ordre pour les deux pays et pour l'Europe. Nous considérons l'accord signé hier soir, ainsi que l'accord naval germano-anglais, comme le symbole du désir de nos deux peuples de ne plus jamais se faire la guerre. Nous sommes ferme ment résolus à

26. Izvestia, 20 mars 1939.

examiner également les autres questions intéressant nos deux pays, par voie de consultations, et à nous efforcer d'écarter à l'avenir tout motif de différend, afin de contribuer ainsi à assurer la paix en Europe.»[27]

C'était, de la part de l'Angleterre et de l'Allemagne, une déclaration de non-agression entre ces deux pays.

Le 6 décembre 1938 fut signée la déclaration franco-allemande de Bonnet-Ribbentrop, analogue à la déclaration anglo-allemande.

Il y était dit que les Gouvernements allemand et français étaient arrivés tous deux à la conviction que les rapports pacifiques et de bon voisinage entre l'Allemagne et la France formaient l'une des prémices essentielles de la consolidation des relations européennes et de la sauvegarde de la paix universelle, et que les deux Gouvernements feraient tous leurs efforts pour assurer le maintien de rap ports de cette nature entre leurs pays. La déclaration constatait qu'il n'existait plus, entre la France et l'Allemagne, aucune question litigieuse- d'ordre territorial et que la frontière, entre leurs pays, était définitive. En conclusion, la déclaration disait que les deux gouvernements avaient pris la ferme résolution, sans préjudice de leurs rap ports particuliers avec de tierces puissances, de rester en contact mutuel pour toutes les questions concernant leurs deux pays et de se consulter mutuellement dans les cas où ces questions pour raient, dans leur évolution ultérieure, conduire à des complications internationales.

C'était, de la part de la France et de l'Allemagne, une déclaration de non-agression entre ces deux pays.

Au fond, la conclusion de ces accords signifiait que l'Angleterre comme la France avaient signé avec Hitler des pactes de non-agression.

On voit se dessiner en toute clarté dans ces accords avec l'Allemagne hitlérienne le désir des Gouvernements anglais et français d'écarter d'eux la menace de l'agression hitlérienne, dans l'idée que l'accord de Munich et autres conventions analogues avaient déjà ouvert les portes à l'agression hitlérienne vers l'Est, du côté de l'Union Soviétique.

C'est ainsi qu'étaient créées les conditions politiques nécessaires à «l'union

27. Archiv für Aussenpolitik und Länderkunde, septembre 1938, p. 483

de l'Europe sans la Russie.»

On allait à l'isolement complet de l'Union Soviétique.

III - L'ISOLEMENT DE L'UNION SOVIÉTIQUE, LE PACTE DE NON-AGRESSION SOVIÉTO-ALLEMAND

Après l'occupation de la Tchécoslovaquie, l'Allemagne fasciste commença à préparer la guerre tout à fait ouvertement, sous les yeux du monde entier. Hitler, encouragé par l'Angleterre et la France, ne se gêna plus et cessa de se poser en partisan d'un règlement pacifique des problèmes européens. Les mois les plus dramatiques de la période d'avant-guerre commençaient. A ce mo ment déjà, il était évident que chaque jour qui passait rapprochait l'humanité d'une catastrophe militaire sans précédent.

Quelle était donc, alors, la politique de l'Union Soviétique, d'une part, et de la Grande-Bretagne et de la France, d'autre part ?

La tentative d'éluder la réponse à cette question, tentative entreprise par les falsificateurs de l'histoire aux Etats-Unis, montre seulement que ceux-ci n'ont pas la conscience tranquille.

La vérité est que l'Angleterre et la France, sou tenues par les milieux dirigeants des Etats-Unis, continuèrent à suivre, même dans cette période fatale du printemps et de l'été 1939, quand la guerre frappait à la porte, l'ancienne ligne de leur politique. C'était une politique de provocation poussant l'Allemagne hitlérienne contre l'Union Soviétique. Pour donner le change, on voilait cette politique non seulement par des phrases hypocrites, où l'on se déclarait prêt à coopérer avec l'U.R.S.S., mais aussi par certaines manœuvres diplomatiques assez élémentaires qui devaient cacher à l'opinion des peuples le caractère réel de la ligne politique suivie.

Ces manœuvres consistèrent avant tout dans les pourparlers de 1939, que l'Angleterre et la France avaient décidé d'engager avec l'Union Soviétique. Pour tromper l'opinion publique, les milieux dirigeants anglo-français essayèrent de présenter ces pourparlers comme une sérieuse tentative d'empêcher les progrès de l'agression hitlérienne. Mais, à la lumière de tout le cours ultérieur des événements, il devint absolument manifeste que, pour les Anglo-Français, ces pourparlers n'étaient, dès le début, qu'une nouvelle phase dans leur double jeu.

Cela était également clair pour les dirigeants de l'Allemagne hitlérienne pour qui le sens des pour-parlers entamés par les Gouvernements de l'Angleterre et de la France avec l'Union Soviétique n'était naturellement pas un secret. Voici par exemple, ce qu'écrivait à ce propos Dircksen, ambassadeur d'Allemagne S Londres, dans son rapport daté du 3 août 1939, adressé au ministère allemand des Affaires étrangères, comme le montrent les documents saisis par l'Armée soviétique lors de la défaite de l'Allemagne hitlérienne ;

«L'impression prédominait ici que les liens qui se sont établis au cours des derniers mois avec d'autres Etats ne sont que des mesures auxiliaires en vue d'une véritable réconciliation avec l'Allemagne et que ces liens disparaîtront aussitôt qu'on aura atteint le seul but important et digne d'efforts : l'accord avec l'Allemagne.»

Tous les diplomates allemands qui ont observé la situation à Londres partageaient entièrement cette opinion.

Dans un autre rapport secret envoyé à Berlin, Dircksen écrivait :

«Par ses armements et en acquérant des alliés, l'Angleterre veut accroître sa puissance et se mettre au niveau de l'Axe. Mais, en même temps, elle entend aboutir à un accord amical avec l'Allemagne par la voie de négociations.» [28]

Les calomniateurs et falsificateurs de l'histoire tentent de dissimuler ces documents qui projettent une lumière crue sur la situation qui a régné dans les derniers mois d'avant-guerre. Or, sans une juste appréciation de cette situation, il est impossible de comprendre la vraie préhistoire de la guerre. En entamant des pourparlers avec l'Union Soviétique et en accordant des garanties à la Pologne, à la Roumanie et à certains autres Etats, l'Angleterre et la France, avec l'appui des milieux gouvernants des Etats-Unis, jouaient double jeu en vue de conclure un accord avec l'Allemagne hitlérienne et d'orienter son agression vers l'Est, contre l'Union Soviétique.

Les négociations entre l'Angleterre et la France, d'une part, et l'Union Soviétique, d'autre part, ont commencé en mars 1939 et ont duré près de

28. Rapport de DIRCKSEN, Sur le développement des relations politiques entre l'Allemagne et l'Angleterre pendant ma mission à Londres, rédigé en septembre 1939.

quatre mois.

Toute la marche de ces pourparlers a fait ressortir avec une totale évidence que, tandis que l'Union Soviétique voulait aboutir à un large accord, sur un pied d'égalité, avec les puissances occidentales, à un accord qui puisse empêcher l'Allemagne, ne fût-ce qu'au dernier moment, de déchaîner la guerre en Europe, les Gouvernements de l'Angleterre et de la France, forts de l'appui des Etats-Unis, se proposaient de tout autres buts. Les milieux gouvernants anglo-français, habitués à faire tirer les marrons du feu par d'autres, avaient une fois de plus tenté d'imposer à l'Union Soviétique des engagements en vertu desquels l'U.R.S.S. devait assumer tout le poids des sacrifices que coûterait la riposte à une agression hitlérienne possible, tandis que ni l'Angleterre, ni la France ne prenaient la moindre obligation envers l'Union Soviétique.

Si les gouvernants anglo-français avaient réussi dans cette manœuvre, ils se seraient fort rapprochés de la réalisation de leur principal objectif, qui était de jeter le plus tôt possible, l'une contre l'autre, l'Allemagne et l'Union Soviétique. Cependant, ce plan fut éventé par le Gouvernement soviétique qui, à toutes les phases des négociations, opposa aux trucs diplomatiques et aux subterfuges des puissances occidentales ses propositions franches et nettes, dont le seul but était : défendre la cause de la paix en Europe.

Point n'est besoin d'évoquer toutes les péripéties de ces pourparlers. Il convient seulement d'en rappeler certaines phases particulièrement importantes. Il suffit de æ remémorer les conditions que le Gouvernement soviétique formula au cours de ces négociations : signature entre l'Angleterre, la France et l'U.R.S.S. d'un pacte effectif d'assistance mutuelle contre l'agression ; garantie donnée par l'Angleterre, la France et l'U.R.S.S. aux Etats de l'Europe centrale et orientale, y compris tous les pays européens sans exception, limitrophes de l'U.R.S.S. ; signature d'une convention militaire concrète entre l'Angleterre, la France et l'U.R.S.S. sur les formes et les proportions d'une assistance immédiate et effective réciproque et aux Etats bénéficiaires de la garantie, en cas d'agression[29].

A la IIIe session du Soviet Suprême de l'U.R.S.S. le 31 mai 1939, V. Molotov

29. Voir le rapport de V. MOLOTOV à la IIIe session du Soviet Suprême de l'U.R.S.S., en date du 31 mai 1939.

a fait remarquer que le principe élémentaire de la réciprocité et de l'égalité des obligations, éléments nécessaires de tous accords conclus sur une base d'égalité, faisait défaut dans certaines propositions anglo-françaises formulées au cours de ces négociations.

«Après s'être garantis, a dit M. Molotov, contre une attaque directe de la part d'agresseurs par des pactes d'assistance mutuelle entre eux et avec la Pologne, et s'assurant le concours de l'U.R.S.S. en cas d'attaque de la part d'agresseurs contre la Pologne et la Roumanie, les Anglais et les Français laissaient pendante la question de savoir si l'U.R.S.S. pouvait à son tour compter sur une aide de leur part en cas d'attaque directe contre elle de la part d'agresseurs. De même, ils laissaient sans réponse la question de savoir s'ils entendaient participer à la garantie des petits Etats limitrophes de l'U.R.S.S. couvrant sa frontière nord-ouest, au cas où ces derniers seraient impuissants à défendre leur neutralité contre une attaque de la part d'agresseurs. Il se créait ainsi une situation inégale pour l'U.R.S.S.»

Même lorsque les représentants anglo-français commencèrent à accepter, en paroles, le principe de l'assistance mutuelle entre l'Angleterre, la France et l'U.R.S.S. sur une base de réciprocité en cas d'attaque directe de la part d'un agresseur, ils entourèrent leur accord de réserves telles que cet accord devenait fictif.

En outre, les propositions anglo-françaises demandaient que l'U.R.S.S. accordât son assistance aux pays auxquels les Anglais et les Français avaient fait des promesses de garantie.

Mais elles ne disaient pas que les Anglais et les Français assisteraient les pays situés aux frontières nord-ouest de l'U.R.S.S., c'est-à-dire les Etats baltes, au cas où ceux-ci seraient victimes d'une attaque de la part d'un agresseur.

Partant des considérations énoncées plus haut, V. Molotov déclara que l'Union Soviétique ne pouvait assumer d'engagements à l'égard de certains pays sans que les mêmes garanties soient accordées aux pays situés aux frontières nord-ouest de l'Union Soviétique.

Rappelons d'autre part, que lorsque l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Moscou, Seads, s'informa le 18 mars 1939 auprès du Commissaire du peuple aux Affaires étrangères de l'attitude de l'Union Soviétique en cas

d'agression hitlérienne contre la Roumanie, agression sur les préparatifs de laquelle les Anglais étaient renseignés, et lorsqu'il fut demandé du côté soviétique quelle serait l'attitude de l'Angleterre dans cette éventualité Seads se déroba en faisant remarquer qu'au point de vue géographique, la Roumanie était plus proche de l'Union Soviétique que de l'Angleterre.

Ainsi, dès les premiers pas, apparut nettement le désir des milieux dirigeants anglais de lier l'Union Soviétique par des engagements déterminés en restant eux-même à l'écart. Ce procédé, peu habile, se répéta ensuite systématiquement à maintes reprises, au cours de toute la marche des pour-parlers.

En réponse à la demande anglaise, le Gouvernement soviétique proposa de convoquer une conférence des représentants des Etats les plus intéressés, à savoir : la Grande-Bretagne, la France, la Roumanie, la Pologne, la Turquie et l'Union Soviétique. De l'avis du Gouvernement soviétique, cette conférence aurait offert le maximum de possibilités d'éclaircir la situation réelle et de déterminer les positions de tous ses participants. Cependant, le Gouvernement britannique répondit qu'il estimait prématurée la proposition soviétique.

Au lieu de réunir une conférence qui aurait permis de s'entendre au sujet des mesures concrètes de lutte contre l'agression, le Gouvernement anglais proposa au Gouvernement soviétique, le 21 mare 1939, de signer conjointement avec lui, ainsi qu'avec la France et la Pologne, une déclaration dans laquelle les Gouvernements signataires s'engageraient «à se consulter sur les mesures à prendre en vue d'une résistance commune», au cas où «l'indépendance d'un Etat européen quelconque se trouverait menacée.» L'ambassadeur de Grande-Bretagne démontrait que sa proposition était admissible en insistant particulièrement sur le fait que la déclaration était rédigée en des termes n'engageant que fort peu.

Il était de toute évidence que cette déclaration ne pouvait contribuer sérieusement à la lutte contre une menace imminente de la part de l'agresseur. Estimant toutefois que cette déclaration, malgré le peu d'espoir qu'elle offrait, pouvait contribuer, ne fût-ce que dans une certaine mesure, à museler l'agresseur, le Gouvernement soviétique consentit à adopter la proposition anglaise. Mais déjà, le 1er avril 1939, l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Moscou communiquait que l'Angleterre considérait comme

abandonnée la question d'une déclaration commune.

Après deux nouvelles semaines d'atermoiements, le ministre des Affaires étrangères anglais, Halifax, fit au Gouvernement soviétique, par l'intermédiaire de l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Moscou, une nouvelle proposition consistant en ce que le Gouvernement soviétique ferait une déclaration, selon laquelle «dans le cas d'un acte d'agression contre un quelconque voisin européen de l'Union Soviétique, lequel opposerait une résistance, on pouvait compter sur l'assistance du Gouvernement soviétique, si cette assistance était désirable.»

Le sens principal de cette proposition était le suivant : au cas d'un acte d'agression de l'Allemagne contre la Lettonie, la Lituanie, l'Estonie ou la Finlande, l'Union Soviétique était obligée d'accorder à ces pays son assistance sans que rien n'obligeât l'Angleterre à accorder la sienne, c'est-à-dire que l'U.R.S.S. était obligée dans ce cas de s'engager seule dans une guerre avec l'Allemagne. En ce qui concerne la Pologne et la Roumanie, auxquelles l'Angleterre avait donné sa garantie, l'Union Soviétique devait dans ce cas également leur prêter assistance contre l'agresseur. Mais, même dans ce cas, l'Angleterre ne voulait assumer aucune obligation, quelle qu'elle fût, en commun avec l'Union Soviétique, en gardant les mains libres et en laissant la porte ouverte pour toute manœuvre, sans compter que selon cette proposition, la Pologne et la Roumanie ainsi que les Etats baltes, ne s'engageaient à rien à l'égard de l'U.R.S.S.

Le Gouvernement soviétique ne voulait pas cependant laisser échapper une seule possibilité d'arriver à un accord avec les autres puissances sur la lutte commune contre l'agression hitlérienne. Il présenta sans le moindre retard au Gouvernement britannique une contre-proposition. Cette proposition consistait premièrement, en ce que l'Union Soviétique, l'Angleterre et la France s'engageaient mutuellement à se prêter l'une à l'autre toute assistance immédiate, y compris l'assistance militaire, au cas où l'un de ces Etats serait victime d'une agression. En deuxième lieu, l'Union Soviétique, l'Angleterre et la France s'engageaient à accorder toute assistance, y compris l'assistance militaire, aux Etats de l'Europe de l'Est situés entre la mer Baltique et la mer Noire et limitrophes de l'Union Soviétique, en cas d'agression contre ces Etats. Enfin, troisièmement, l'Union Soviétique, l'Angleterre et la France devaient s'engager à établir à bref délai les propositions et les formes de l'assistance militaire, qui devait être accordée à chacun de ces Etats dans

les deux cas mentionnés plus haut.

Tels étaient les points essentiels de la proposition soviétique. «n'est pas difficile de voir la différence radicale qui existait entre les deux propositions, la soviétique et la britannique, la proposition soviétique renfermant des mesures réellement effectives de résistance conjointe à l'agression.

Durant trois semaines aucune réponse ne fut donnée à cette proposition par le Gouvernement britannique. Ce silence provoqua même en Angleterre une inquiétude croissante, si bien que le Gouvernement anglais dut, en fin de compte, imaginer une nouvelle manœuvre pour duper l'opinion publique.

Le 8 mai, la réponse anglaise parvint à Moscou ; il serait plus juste de dire les contre-propositions anglaises. Il était suggéré de nouveau au Gouvernement soviétique de faire une déclaration unilatérale, par laquelle «il s'engageait, au cas où la Grande-Bretagne et la France seraient entraînées dans des opérations militaires en exécution des engagements pris par elles» (envers la Belgique, la Pologne, la Roumanie, la Grèce et la Turquie) «de leur prêter immédiatement son concours, si ce dernier s'avérait désirable, la nature de ce concours et les conditions auxquelles il serait prêté devant être l'objet d'un accord.»

De nouveau, dans cette proposition, il s'agissait d'obligations unilatérales de l'Union Soviétique. Celle-ci devait s'engager à prêter assistance à l'Angleterre et à la France, qui, de leur côté, n'assumaient absolument aucune obligation à l'égard de l'Union Soviétique quant aux Républiques baltes. De cette façon, l'Angleterre proposait de placer l'U.R.S.S. dans une situation d'inégalité inadmissible pour tout Etat indépendant, et indigne de lui.

Il est facile de comprendre que, de fait, la proposition anglaise s'adressait moins à Moscou qu'à Berlin. Les Allemands étaient invités à attaquer l'Union Soviétique et on leur donnait à entendre que l'Angleterre et la France resteraient neutres pourvu seulement que l'agression allemande ait lieu à travers les pays baltes.

Le 11 mai, une nouvelle complication intervint dans les pourparlers entre l'Union Soviétique, l'Angleterre et la France, par suite de la déclaration de l'ambassadeur de Pologne à Moscou Grzybowsky, qui communiqua que

«la Pologne n'estime pas possible de conclure un pacte d'assistance mutuelle avec l'U.R.S.S.»

Il va de soi que cette déclaration du représentant polonais n'avait pu être faite qu'à la connaissance et avec l'approbation de» milieux dirigeants d'Angleterre et de France.

La conduite des représentants britanniques et français dans les pourparlers de Moscou portait un caractère si nettement provocateur, que même dans le camp dirigeant des puissances occidentales il se trouva des personnes pour critiquer âprement un jeu aussi grossier. Ainsi, en été 1939, Lloyd George publia, dans le journal français Ce soir, un article virulent, dans lequel il s'attaquait aux dirigeants de la politique anglaise. Abordant les raisons des atermoiements interminables, dans lesquels s'étaient enlisés les pourparlers entre l'Angleterre et la France, d'une part, et l'Union Soviétique, d'autre part, Lloyd George écrivait qu'à cette question il ne pouvait y avoir qu'une seule réponse :

«Neville Chamberlain, Halifax et John Simon ne veulent aucun accord avec la Russie.»

II va de soi que ce qui était clair pour Lloyd George, ne l'était pas moins pour les meneurs de l'Allemagne hitlérienne, qui se rendaient parfaitement compte que les puissances occidentales étaient loin de penser à un accord sérieux avec l'Union Soviétique, mais poursuivaient un tout autre but. Ce but consistait à pousser Hitler à attaquer le plus tôt possible l'Union Soviétique, en lui assurant, pour ainsi dire, une prime pour cette agression du fait que l'Union Soviétique était placée dans les conditions les moins favorables en cas de guerre avec l'Allemagne.

En outre, les puissances occidentales faisaient traîner indéfiniment en longueur les pourparlers avec l'Union Soviétique, en s'efforçant de noyer les questions essentielles dans une bourbe d'amendements de détail et de variantes innombrables. Chaque fois que la question tombait sur des engagements réels quelconques, les représentants de ces puissances faisaient mine de ne pas comprendre ce dont il s'agissait.

A la fin du mois de mai, l'Angleterre et la France déposèrent de nouvelles propositions améliorant quelque peu la variante précédente, mais qui,

cependant, laissaient toujours pendante la question essentiellement importante pour l'Union Soviétique de la garantie des trois Républiques baltes, situées sur sa frontière nord-ouest.

Ainsi, tout en consentant à certaines concessions verbales, sous la pression de l'opinion publique de leurs pays, les dirigeants de l'Angleterre et de la France continuaient à suivre obstinément leur première ligne en entourant leurs propositions de telles réserves qu'elles les rendaient notoirement inacceptables pour l'Union Soviétique.

La conduite des représentants anglo-français pendant les pourparlers à Moscou était devenue à ce point intolérable, que V. Molotov se vit obligé, le 27 mai 1939, de déclarer à l'ambassadeur d'Angleterre Seads et au chargé d'affaires de France Payart, que le projet d'accord présenté par eux au sujet de la résistance commune à l'agresseur en Europe ne prévoyait aucun plan d'organisation d'assistance mutuelle effective entre l'U.R.S.S., l'Angleterre et la France et même ne témoignait pas d'un sérieux intérêt de la part des Gouvernements anglais et français pour le pacte correspondant avec l'Union Soviétique. En même temps, il était directement déclaré que la proposition anglo-française portait à penser que les Gouvernements d'Angleterre et de France tenaient moins au pacte lui-même qu'aux pourparlers autour de ce pacte. Peut-être ces conversations étaient-elles nécessaires à l'Angleterre et à la France pour certains buts. Mais ces buts étaient inconnus du Gouvernement soviétique. Ce dernier était intéressé non pas aux pourparlers au sujet du pacte, mais à l'organisation d'une assistance mutuelle effective entre l'U.R.S.S., l'Angleterre et la France, contre l'agression en Europe. Les représentants anglo-français étaient prévenus que le Gouvernement soviétique n'avait pas l'intention de participer aux pourparlers au sujet d'un pacte dont les buts étaient inconnus de l'U.R.S.S. et que les Gouvernements anglais et français pouvaient mener de tels pourparlers avec des partenaires faisant mieux l'affaire que l'U.R.S.S.

Les pourparlers de Moscou traînaient interminablement. Le fin mot de ce retard inadmissible fut donné par le Times de Londres qui écrivait :

« Une alliance rapide et résolue avec la Russie peut gêner d'autres négociations. »[30]

30. SAYERS and KAHN, The Great Conspiracy. The Secret War against Soviet

Par «autres négociations» le Times entendait sans doute les négociations de Robert Hudson, chef du département du Commerce extérieur anglais, avec le docteur Helmuth Wohltat, conseiller économique de Hitler, au sujet de la possibilité d'un prêt britannique fort considérable à l'Allemagne hitlérienne, ce dont il sera question plus loin.

En outre, comme l'on sait, le jour où l'Allemagne hitlérienne fit son entrée à Prague, une délégation de la Fédération de l'Industrie britannique négociait à Dusseldorf, selon une information de presse, la conclusion d'un accord de vaste envergure avec la grande industrie allemande.

Ce qui attirait également l'attention, c'était le fait que des personnalités de deuxième rang avalent été chargées de mener les pourparlers au nom do la Grande-Bretagne, à Moscou, tandis que Chamberlain lui-même était allé d'Angleterre en Allemagne, et plus d'une fois, pour négocier avec Hitler.

Il importe également de noter que le délégué anglais Strang, pour les négociations avec l'U.R.S.S., n'était pas muni de pouvoirs pour signer quelque accord que ce fût avec l'Union Soviétique.

L'U.R.S.S. demandant de passer à des pourparlers concrets au sujet des mesures de lutte contre un agresseur éventuel, les Gouvernements d'Angleterre et de France durent consentir à envoyer leurs missions militaires à Moscou. Mais celles-ci mirent plus de temps que de raison à atteindre Moscou. Et, lorsqu'elles y arrivèrent, il se trouva qu'elles étaient composées de personnalités de second rang, qui, de plus, n'étaient pas munies de pouvoirs pour signer quelque accord que ce fût. Dans ces conditions, les pourparlers militaires s'avérèrent aussi infructueux que les négociations politiques.

Les missions militaires des puissances occidentales montrèrent d'emblée qu'elles n'entendaient pas le moins du monde débattre sérieusement les moyens d'assistance mutuelle en cas d'agression de l'Allemagne. La mission militaire soviétique partait du fait que l'U.R.S.S., n'ayant pas de frontière commune avec l'Allemagne, ne pouvait aider l'Angleterre, la France, la Pologne, si la guerre éclatait, qu'à la condition qu'on laissât les troupes soviétiques traverser le territoire polonais. Mais le Gouvernement de la

Russia, p. 329. (Cf. p. 443 de la traduction française La Grande Conspiration contre la Russie, Paris, Editions Hier et Aujourd'hui, 1947).

Pologne déclara qu'il n'accepterait pas l'aide militaire de l'U.R.S.S., montrant ainsi qu'il craignait le renforcement de l'Union Soviétique plus que l'agression hitlérienne. La mission anglaise, comme la mission française, appuya cette attitude de la Pologne.

Dans le cours des pourparlers militaires, on posa également la question de l'effectif des forces armées que les participants de l'accord devaient faire entrer en ligne immédiatement, en cas d'agression. Alors, les Anglais mentionnèrent un chiffre dérisoire, déclarant pouvoir mettre en ligne cinq divisions d'infanterie et une division mécanisée. Et cela, les Anglais le proposaient au moment où l'Union Soviétique se déclarait prête à envoyer au front, contre l'agresseur, cent trente-six divisions, cinq mille canons moyens et lourds, environ dix mille tanks et chenillettes, plus de cinq mille avions de combat, etc. Cela montre combien peu sérieuse fut l'attitude du Gouvernement anglais à l'égard des pourparlers relatifs à la conclusion d'un accord militaire avec l'U.R.S.S.

Les données mentionnées ci-dessus suffisent à confirmer la conclusion qui se présente tout naturellement à l'esprit. Voici cette conclusion. :

Le Gouvernement soviétique, dans le cours des pourparlers, s'est efforcé, avec une patience exceptionnelle, d'assurer une entente avec l'Angleterre et la France au sujet de l'assistance mutuelle contre l'agresseur sur la base de l'égalité en droits et à la condition que cette assistance fût réellement effective, c'est-à-dire que la conclusion du traité politique s'accompagnât de la signature d'une convention militaire établissant les proportions, les formes et les délais de l'assistance. Car toute la marche antérieure des événements avait montré d'une façon suffisamment nette que seul un accord pareil pourrait être effectif et capable de mettre à la raison l'agresseur hitlérien, gâté par de longues années d'impunité totale et de laisser faire de la part des puissances occidentales.

1. La conduite de l'Angleterre et de la France au cours des pourparlers avec l'Union Soviétique confirma pleinement qu'elles ne songeaient même pas à un accord sérieux quel qu'il fût avec celle-ci. Car la politique anglaise et française s'inspirait de buts autres, n'ayant rien à voir avec les intérêts de la paix et de la lutte contre l'agression.

2. Le dessein perfide de la politique anglo-française était de donner à

entendre à Hitler que l'U.R.S.S. n'avait pas d'alliés, que l'U.R.S.S. était isolée, que Hitler pouvait attaquer l'U.R.S.S. sans risquer de se heurter à une résistance de la part de l'Angleterre et de la France.

Dans ces conditions, on ne doit pas s'étonner que les pourparlers anglo-franco-soviétiques aient fait fiasco. Cet échec n'était certes pas fortuit. Il devenait de plus en plus évident que les représentants des puissances occidentales, dans leur double jeu, s'étaient proposé d'avance de faire échouer ces pourparlers. Le fait est que, parallèlement aux négociations publiquement conduites avec l'U.R.S.S., LES ANGLAIS MENAIENT DANS LA COULISSE DES POURPARLERS AVEC L'ALLEMAGNE, AUXQUELS ILS ATTACHAIENT UNE IMPORTANCE INFINIMENT PLUS GRANDE.

Si, par leurs pourparlers de Moscou, les milieux dirigeants des puissances occidentales cherchaient avant tout à assoupir la vigilance de l'opinion publique de leurs pays, à tromper les peuples qu'on entraînait dans la guerre, les négociations avec les hitlériens étaient d'une autre nature.

Le programme des pourparlers anglo-allemands était formulé en termes suffisamment clairs par Halifax, ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne, qui adressait à l'Allemagne hitlérienne des appels non équivoques au moment même où ses fonctionnaires poursuivaient leurs négociations à Moscou.

Prenant la parole au cours d'un banquet à l'Institut Royal des Relations Internationales, le 29 juin 1939, Halifax se déclarait prêt à s'entendre avec l'Allemagne sur toutes les questions «qui angoissent le monde». Il disait notamment :

«Dans une pareille atmosphère nouvelle nous pourrions examiner le problème colonial, le problème des matières premières, celui des barrières s'opposant au commerce, de l' «espace vital», de la limitation des armements, et tous autres problèmes qui intéressent les Européens.»[31]

Si l'on se souvient de la manière dont le journal conservateur Daily Mail, lié à Halifax, traitait dès 1933 le problème de l' «espace vital», en proposant

31. Discours de lord Halifax sur la politique internationale, Oxford, Londres, 1940, p. 296.

aux hitlériens de s'en tailler un en U.R.S.S., on n'aura plus aucun doute sur la portée réelle de la déclaration de Halifax. C'était là une franche proposition faite à l'Allemagne hitlérienne de s'entendre BUT le partage du monde et des sphères d'influence, de résoudre tous les problèmes sans l'Union Soviétique et surtout à ses dépens.

Dès le mois de juin 1939, les représentants de l'Angleterre entamèrent, dans le plus grand secret, des pourparlers avec l'Allemagne, par l'entremise de Wohltat, venu à Londres en qualité de délégué de Hitler pour le plan quadriennal, Hudson, chef du département du Commerce extérieur anglais, et G. Wilson, conseiller intime de Chamberlain, s'entretinrent avec lui. Le sujet des pourparlers de juin est encore plongé dans le mystère des archives diplomatiques. Mais, en juillet, Wohltat revenait à Londres, et les pourparlers étaient repris. Le sujet de ce deuxième tour des négociations est mainte- nan connu grâce aux documents saisis en Allemagne qui sont entre les mains du Gouvernement soviétique et qui seront prochainement publiés.

Hudson et G. Wilson ont proposé à Wohltat, puis à Dircksen, ambassadeur d'Allemagne à Londres, d'entamer des pourparlers secrets pour la conclusion d'un accord de grande envergure qui comprendrait un accord sur le partage des sphères d'influence à l'échelle mondiale et pour mettre fin à la «concurrence mortelle sur des marchés communs». Il était prévu que l'Allemagne obtiendrait dans le Sud-Est de l'Europe une influence prépondérante. Dans son rapport au ministère allemand des Affaires étrangères, daté du 21 juillet 1939, Dircksen faisait remarquer que le programme discuté par Wohltat et Wilson embrassait des questions politiques, militaires et économiques. Parmi les questions politiques, une place particulière était réservée, parallèlement au pacte de non-agression, à un pacte de non-intervention qui devait comprendre «la délimitation des espaces vitaux entre les grandes puissances, surtout entre l'Angleterre et l'Allemagne».[32]

Lors de l'examen des problèmes relatifs à la conclusion de ces deux pactes, les représentants anglais avaient promis qu'en cas de signature des dits pactes l'Angleterre renoncerait aux garanties qu'elle venait d'accorder à la

32. Rapport de Dircksen, ambassadeur d'Allemagne en Angleterre, en date du 21 juillet 1939 (Archives du Ministère allemand des Affaires étrangères).

Pologne.

Dans le cas d'un accord anglo-allemand, les Anglais étaient prêts à laisser les Allemands régler en tête à tête avec la Pologne le problème de Dantzig et celui du corridor polonais, s'engageant à ne pas intervenir dans ce règlement.

De plus, Wilson confirma, ainsi que le prouvent les documents que sont les rapports de Dircksen qui seront bientôt publiés, qu'en cas de signature, par l'Angleterre et l'Allemagne, des pactes susmentionnés, la politique anglaise des garanties serait abandonnée en fait.

«Dans ce cas, la Pologne, écrit Dircksen dans son rapport, resterait pour ainsi dire seule face à face avec l'Allemagne.»

Tout cela signifiait que les gouvernants de l'Angleterre étaient prêts à livrer la Pologne en pâture à Hitler alors que l'encre avec laquelle venaient d'être signées les garanties anglaises à la Pologne n'avait pas encore séché.

En même temps, en cas de conclusion d'un accord anglo-allemand, le but que se proposaient l'Angleterre et la France lorsqu'elles entamèrent les pourparlers avec l'Union Soviétique aurait été atteint et il aurait été encore plus facile de précipiter le conflit entre l'Allemagne et l'U.R.S.S.

Enfin, on envisageait de compléter l'accord politique entre l'Angleterre et l'Allemagne par un accord économique impliquant une transaction secrète sur les questions coloniales, sur la répartition des matières premières, le partage des marchés, et aussi un prêt anglais important à l'Allemagne.

Ainsi donc, les gouvernants de l'Angleterre entrevoyaient le tableau attrayant d'un accord solide avec l'Allemagne et la «canalisation» de l'agression allemande vers l'Est, contre la Pologne, à laquelle ils venaient de donner des «garanties», et aussi contre l'Union Soviétique.

Quoi d'étonnant que les calomniateurs et les falsificateurs de l'histoire passent soigneusement sous silence, en s'efforçant de les dissimuler, ces faits qui sont d'une importance capitale pour qui veut comprendre cette situation dans laquelle la guerre devenait ainsi inévitable.

A ce moment-là, aucun doute ne pouvait plus subsister sur le fait que l'Angleterre et la France, loin d'avoir l'intention d'entreprendre quoi que ce fût de sérieux pour empêcher l'Allemagne hitlérienne de déchaîner la guerre, faisaient au contraire tout ce qui était en leur pouvoir pour exciter l'Allemagne hitlérienne contre l'Union Soviétique, au moyen de tractations et de marchés secrets, en se livrant à toutes les provocations possibles.

Les faux monnayeurs quels qu'ils soient ne réussiront pas à effacer de l'histoire ni de la conscience des peuples ce fait décisif que, dans ces conditions, l'Union Soviétique était placée devant cette alternative :

OU BIEN accepter, dans un but d'auto-défense, la proposition faite par l'Allemagne de signer un pacte de non-agression et assurer par là même à l'Union Soviétique la prolongation de la paix pour un certain laps de temps, que l'Etat soviétique utiliserait pour mieux préparer ses forces en vue de la riposte à l'attaque éventuelle de l'agresseur ;

OU BIEN décliner la proposition de l'Allemagne relative au pacte de non-agression et permettre de ce fait aux provocateurs de guerre du camp des puissances occidentales d'entraîner immédiatement l'Union Soviétique dans un conflit armé avec l'Allemagne, cela dans une situation tout à fait défavorable à l'Union Soviétique qui serait complètement isolée.

Dans ces conditions, le Gouvernement soviétique s'est vu obligé de faire son choix et de signer un pacte de non-agression avec l'Allemagne.

Ce choix a été un acte sagace et perspicace de la politique extérieure soviétique dans la situation qui existait alors. Cet acte du Gouvernement soviétique a déterminé, dans une très grande mesure, l'issue favorable, pour l'Union Soviétique et pour tous les peuples démocratiques, de la deuxième guerre mondiale.

Ce serait une grossière calomnie que d'affirmer que la conclusion d'un pacte avec les hitlériens entrait dans le plan de politique extérieure de l'U.R.S.S. Au contraire, l'U.R.S.S. s'est toujours efforcée d'arriver à un accord avec les Etats occidentaux non agressifs contre les agresseurs germano-italiens, dans le but d'assurer la sécurité collective sur des bases d'égalité. Mais l'accord est un acte fondé sur la réciprocité. Alors que l'U.R.S.S. s'efforcait d'arriver à un accord sur la lutte contre l'agression, l'Angleterre et la France

le repoussaient systématiquement et préféraient mener une politique d'isolement de l'U.R.S.S., de concessions aux agresseurs, d'orientation de l'agression vers l'Est contre l'U.R.S.S. Quant aux Etats-Unis d'Amérique, loin de s'opposer à cette politique désastreuse, ils la soutenaient au contraire par tous les moyens. En ce qui concerne les milliardaires américains, ils continuaient d'investir leurs capitaux dans l'industrie lourde allemande, aidaient les Allemands à développer leur industrie de guerre et armaient ainsi l'agression allemande comme s'ils voulaient dire :

«Guerroyez, messieurs les Européens, tout votre soûl, guerroyez avec l'aide de Dieu, tandis que nous, modestes milliardaires américains, nous nous enrichirons à votre guerre, en accaparant des centaines de millions de dollars de surprofit»

On comprend que, vu cette situation dans laquelle se trouvait l'Europe, il ne restait à, l'Union Soviétique qu'une Issue : accepter la proposition des Allemands au sujet de la conclusion d'un pacte. C'était, malgré tout, la meilleure de toutes les issues possibles.

De même qu'en 1918, par suite de la politique hostile des puissances occidentales, l'Union Soviétique s'était trouvée forcée de conclure la paix de Brest-Litovsk avec les Allemands, ainsi en 1939, vingt ans après la paix de Brest, l'Union Soviétique se voyait contrainte de conclure un pacte avec les Allemands par suite de la même politique hostile de l'Angleterre et de la France.

Les bavardages de calomniateurs de toute espèce suivant lesquels l'U.R.S.S. n'aurait tout de même pas dû se permettre de conclure un pacte avec les Allemands ne sauraient être considérés autrement que comme risibles. Pourquoi la Pologne, ayant pour alliées l'Angleterre et la France, avait-elle pu aller jusqu'à un pacte de non-agression avec les Allemands en 1934, tandis que l'U.R.S.S., qui se trouvait dans des conditions moins favorables, ne pouvait se permettre un tel pacte en 1939 ? Pourquoi l'Angleterre et la France, qui représentaient la force dominante en Europe, avaient-elles pu faire en 1938, en commun avec les Allemands, une déclaration de non-agression, alors que l'Union Soviétique, isolée du fait de la politique hostile de l'Angleterre et de la France, ne pouvait, elle, conclure un pacte avec les Allemands ?

N'est-ce pas un fait que, de toutes les grandes puissances non-agressives de l'Europe, l'Union Soviétique fut la dernière à conclure un pacte avec les Allemands ?

Naturellement, les falsificateurs de l'histoire et autres réactionnaires sont mécontents de ce que l'Union Soviétique a réussi à utiliser habilement le pacte soviéto-allemand en vue d'affermir sa défense ; qu'elle a réussi à déplacer ses frontières loin vers l'Ouest et à barrer la route à l'avance non contrariée de l'agression allemande vers l'Est, que les troupes hitlériennes ont dû commencer leur offensive vers l'Est, non pas à partir de la ligne Narva-Minsk-Kiev, mais d'une ligne passant à des centaines de kilomètres plus à l'Ouest ; que l'U.R.S.S. n'a pas été vidée de son sang par la guerre nationale mais qu'elle est sortie victorieuse de la guerre. Toutefois, ce mécontentement ne relève plus que de la fureur impuissante de politiciens faillis.

Le mécontentement haineux de ces messieurs ne peut être considéré que comme la démonstration de ce fait incontestable que la politique de l'Union Soviétique était et reste juste.

IV - LA CONSTITUTION DU FRONT «EST», L'AGRESSION DE L'ALLEMAGNE CONTRE L'U.R.S.S., LA COALITION ANTIHITLÉRIENNE ET LE PROBLÈME DES OBLIGATIONS INTERALLIÉES

En signant le pacte soviéto-allemand de non-agression au mois d'août 1939, l'Union Soviétique ne doutait pas un seul instant que tôt ou tard Hitler attaquerait l'U.R.S.S. Cette certitude de l'Union Soviétique découlait des principes fondamentaux politiques et militaires dont s'inspiraient les hitlériens. Elle était confirmée par l'activité pratique du Gouvernement hitlérien dans toute la période d'avant-guerre.

C'est pourquoi la première tâche du Gouvernement soviétique consistait à créer un front «Est» contre l'agression hitlérienne, à établir une ligne de défense aux frontières occidentales des terres biélorusses et ukrainiennes, à organiser de cette manière une barrière contre l'avance non contrariée des troupes allemandes vers l'Est II fallait pour cela réunir à la Biélorussie et à l'Ukraine soviétiques la Biélorussie et l'Ukraine occidentales dont la Pologne seigneuriale s'était emparée en 1920, et y faire avancer les troupes soviétiques. Il fallait faire diligence, car les troupes polonaises mal équipées s'étaient avérées peu solides, le commandement et le Gouvernement polonais avaient déjà pris la fuite et les troupes Hitlériennes, qui ne rencontraient pas d'obstacles sérieux, pouvaient occuper les terres biélorusses et ukrainiennes avant l'arrivée des troupes soviétiques.

Le 17 septembre 1939, sur Tordre du Gouvernement soviétique, les troupes soviétiques franchirent la frontière soviéto-polonaise d'avant-guerre, occupèrent la Biélorussie occidentale et entreprirent d'organiser sur place la défense le long de la ligne occidentale des terres ukrainiennes et biélorusses. C'était dans l'essentiel la ligne connue dans l'histoire sous le nom de ligne «Curzon», établie à la Conférence de la Paix à Versailles.

Quelques jours après, le Gouvernement soviétique signa des pactes d'assistance mutuelle avec les Etats baltes, pactes qui prévoyaient le cantonnement, sur le territoire de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lituanie, de garnisons de l'armée soviétique, l'organisation d'aérodromes soviétiques

et l'établissement de bases navales.

Ainsi fut constitué le fondement du front «Est».

Il n'était guère difficile de comprendre que la constitution d'un front «Est» était non seulement une contribution importante à l'œuvre d'organisation de la sécurité de TU.R.S.S., mais aussi un apport sérieux à la cause commune des Etats pacifiques qui menaient la lutte contre l'agression hitlérienne. Néanmoins, les milieux anglo-franco-américains ont, dans leur écrasante majorité, répondu par une campagne anti soviétique haineuse à cette action du Gouvernement soviétique, la qualifiant d'agression.

Il se trouva d'ailleurs d'autres hommes politiques qui se montrèrent assez perspicaces pour saisir le sens de la politique soviétique et pour reconnaître la justesse de la création d'un front «Est». Parmi eux, la première place appartient à M. Churchill, alors ministre de la Marine. Dans son allocution radiodiffusée du 1er octobre 1939, après plusieurs sorties inamicales contre l'Union Soviétique, il déclarait :

«II est de toute évidence que les Russes devaient forcément monter la garde sur cette ligne, afin de garantir leur pays contre la menace nazie. Quoi qu'il en soit, cette ligne existe, l'établissement d'un front oriental est désormais un fait accompli, et ce front, l'Allemagne nazie n'ose s'y attaquer. Lorsque M. von Ribbentrop fut convoqué à Moscou, la semaine dernière, c'était pour y apprendre ce fait et reconnaître que les nazis devaient renoncer entièrement et immédiatement à leurs visées sur les Etats baltes et sur l'Ukraine.»

Alors que, sur les frontières occidentales de l'U.R.S.S., fort éloignées de Moscou, de Minsk et de Kiev, la situation était plus ou moins satisfaisante pour la sécurité de l'U.R.S.S., on ne pouvait en dire autant de la frontière septentrionale de l'Union Soviétique. Là, à quelque trente-deux kilomètres de Léningrad, se tenaient les troupes finnoises dont le commandement s'orientait dans sa majorité sur l'Allemagne hitlérienne. Le Gouvernement soviétique savait parfaitement que les éléments fascistes des milieux dirigeants de la Finlande, étroitement liés aux hitlériens et dont l'influence était grande dans l'armée finnoise, visaient à s'emparer de Léningrad. On ne pouvait considérer comme fortuit le fait que le chef de l'état-major général de l'armée hitlérienne, Halder, s'était rendu dès l'été 1939 en Finlande pour donner des instructions aux chefs supérieurs de l'armée finnoise. Il était

difficile de douter que les milieux dirigeants finnois fussent alliés aux hitlériens et qu'ils voulussent faire de la Finlande une place d'armes pour l'agression de l'Allemagne hitlérienne contre l'U.R.S.S.

Donc, rien d'étonnant si toutes les tentatives faites par l'U.R.S.S. pour trouver un terrain d'entente avec le Gouvernement finlandais afin d'améliorer les relations entre les deux pays sont restées vaines.

Le Gouvernement de la Finlande déclina, l'une après l'autre, toutes les propositions amicales du Gouvernement soviétique qui visaient à assurer la sécurité de l'U.R.S.S. et, en particulier, celle de Léningrad, bien que l'Union Soviétique eût fait des avances à la Finlande en vue de satisfaire les intérêts légitimes de cette dernière.

Le Gouvernement finlandais déclina la proposition faite par l'U.R.S.S. de reporter la frontière finnoise dans l'isthme de Carélie à quelques dizaines de kilomètres, bien que le Gouvernement soviétique consentit à céder en échange à la Finlande un territoire deux fois plus grand de la Carélie soviétique.

Le Gouvernement finlandais rejeta également la proposition de l'U.R.S.S. relative à la conclusion d'un pacte d'assistance mutuelle, prouvant ainsi que, du côté de la Finlande, la sécurité de l'U.R.S.S. n'était pas assurée.

Par ces actes hostiles et d'autres analogues, par ses provocations à la frontière soviéto-finnoise, la Finlande déchaîna la guerre contre l'Union Soviétique.

On connaît les résultats de la guerre soviéto-fin¬noise. Les frontières de l'U.R.S.S., au Nord-Ouest, et notamment dans la région de Léningrad, furent reportées en avant et la sécurité de l'U.R.S.S. consolidée. Ceci joua un rôle important dans la défense de l'Union Soviétique contre l'agression hitlérienne, pour autant que l'Allemagne hitlérienne et ses complices finnois durent déclencher leur offensive au Nord-Ouest de l'U.R.S.S. non pas devant Léningrad même, mais en partant d'une ligne située à près de cent cinquante kilomètres au Nord-Ouest.

Dans son discours prononcé le 29 mars 1040, à la session du Soviet Suprême de l'U.R.S.S., V. Molotov a déclaré :

«… L'Union Soviétique, ayant écrasé l'armée finnoise et ayant l'entière possibilité d'occuper toute la Finlande, ne l'a pas fait et n'a exigé aucune contribution à titre de compensation pour ses dépenses de guerre comme l'aurait fait toute autre puissance. Elle a limité ses desiderata au minimum…»

«Dans le traité de paix nous ne nous posions d'autre but que celui d'assurer la sécurité de Léningrad, de Mourmansk et de la voie ferrée de Mourmansk.»

Il faut noter que, bien que par toute leur politique à l'égard de l'U.R.S.S., les milieux gouvernants finnois fissent le jeu de l'Allemagne hitlérienne, les dirigeants anglo-français de la S.D.N. prirent immédiatement le parti du Gouvernement finlandais ; par le truchement de la S.D.N., ils qualifièrent l'U.R.S.S. «d'agresseur», approuvant ainsi ouvertement et appuyant la guerre commencée par les gouvernants finnois contre l'Union Soviétique. La S.D.N., qui s'était compromise en tolérant et en encourageant les agresseurs nippons et italo-allemands, vota docilement, sur l'ordre des dirigeants anglo-français, une résolution dirigée contre l'Union Soviétique et prononça démonstrativement «l'exclusion» de l'U.R.S.S.

Bien plus, dans la guerre déchaînée par les réactionnaires finnois contre l'Union Soviétique, l'Angleterre et la France ont apporté l'aide la plus large aux militaristes finnois. Les milieux dirigeants anglo-français n'ont cessé d'inciter le Gouvernement finlandais à poursuivre les hostilités.

Les gouvernants anglo-français ont systématiquement ravitaillé la Finlande en armes, ils préparaient énergiquement l'envoi en Finlande d'un corps expéditionnaire de cent mille hommes.

Selon la déclaration de Chamberlain à la Chambre des Communes, le 19 mars 1940, trois mois après le début de la guerre, l'Angleterre avait fourni à la Finlande cent un avions, plus de deux cents canons, des centaines de milliers d'obus, de bombes d'aviation et de mines antichars. A la même époque, Daladier annonçait à la Chambre des députés que la France avait livré à la Finlande cent soixante-quinze avions, environ cinq cents canons, plus de cinq mille mitrailleuses, un million d'obus et de grenades et autre matériel de guerre.

On peut se faire un idée complète des plans des Gouvernements britannique et français de l'époque d'après le mémorandum remis par les Anglais aux

Suédois, le 2 mars 1940, où il était dit notamment :

«Les Gouvernements alliés comprennent que la situation militaire de la Finlande devient désespérée.

«Après un examen minutieux de toutes les possibilités» ils ont abouti à la conclusion que Punique moyen d'apporter une aide efficace à la Finlande est l'envoi de troupes alliées, et ils sont prêts à envoyer ces troupes en réponse à une demande finnoise.»[33]

A cette époque, comme le déclarait Chamberlain au Parlement anglais, le 19 mars, «on se préparait avec le maximum de diligence à envoyer des troupes expéditionnaires et l'armée expéditionnaire était prête à partir au début de mars… deux mois avant la date fixée par le feldmaréchal Mannerheim pour leur arrivée».

Chamberlain ajoutait que l'effectif de ces troupes se montait à cent mille hommes.

Simultanément, le Gouvernement français préparait, lui aussi, un corps expéditionnaire de cinquante mille hommes, comme premier contingent qui devait être dirigé sur la Finlande par Narvik.

Et les gouvernants anglo-français déployaient cette activité belliqueuse au moment où, sur le front contre l'Allemagne hitlérienne, l'Angleterre et la France ne manifestaient aucune activité, et qu'avait lieu la «drôle de guerre».

Mais l'aide militaire à la Finlande contre l'Union Soviétique ne constituait qu'un élément du plan beaucoup plus vaste des impérialistes anglo-français.

On trouve, dans le «Livre blanc» déjà cité du ministère suédois des Affaires étrangères, un document qui a pour auteur le ministre suédois des Affaires étrangères Gunther. Il est dit que«l'envoi de ce contingent de troupes faisait partie du plan général d'agression contre l'Union Soviétique» et que ce plan «entrera en action contre Bakou à partir du 15 mars, et encore plus

33. Note de la Légation britannique en date du 3 mars 1940. Livre blanc du Ministère des Affaires étrangères de Suède. Stockholm, 1947, p. 120.

tôt par la Finlande.»[34]

Voici en quels termes Henri de Kérillis parle de ce pian dans son livre De Gaulle dictateur :

«Selon ce plan, dont M. Paul Reynaud[35] m'a résumé les lignes générales dans une brève lettre que j'ai conservée, un corps expéditionnaire motorisé débarquant en Finlande à travers la Norvège aurait tôt fait de bousculer les hordes désorganisées de la Russie et de marcher sur Léningrad.»[36]

Ce plan avait été élaboré en France par de Gaulle et le général Weygand qui commandait alors l'armée française de Syrie et qui se vantait «qu'avec quelques renforts et deux cents avions il s'emparerait du Caucase et «rentrerait en Russie comme dans du beurre».

On connaît également le plan des opérations militaires des Anglo-Français contre l'U.R.S.S., plan élaboré en 1940 par le général Gamelin où une attention toute particulière était accordée au bombardement de Bakou et de Batoumi.

Les préparatifs des gouvernants anglo-français en vue d'une attaque contre l'U.R.S.S. étaient poussés à fond. On travaillait avec zèle dans les états-majors généraux de l'Angleterre et de la France pour mettre au point les plans de cette attaque.

AU LIEU DE FAIRE LA GUERRE A L'ALLEMAGNE HITLERIENNE, ces messieurs voulaient DECLENCHER LA GUERRE CONTRE L'UNION SOVIETIQUE.

Mais ces plans ne devaient pas se réaliser. La Finlande fut à cette époque écrasée par les troupes soviétiques et contrainte de capituler malgré tous les efforts faits par l'Angleterre et la France pour l'en empêcher.

Le traité de paix soviéto-finnois était signé le 12 mars 1940.

---

34. Notes de GUNTHER pour mémoire du 2 mars 1940. Livre blanc du Ministère des Affaires étrangères, Stockholm, 1947, p. 119.
35. Alors membre du Gouvernement français.
36. Henri de KERILLIS, De Gaulle dictateur, pp. 363-364, Montréal, 1945.

C'est ainsi que la défense de l'U.R.S.S. contre l'agression hitlérienne fut également améliorée dan3 le Nord, dans la région de Léningrad, du fait que la ligne de défense fut reportée à cent cinquante kilomètres au nord de Léningrad, jusqu'à Vyborg inclusivement.

Mais cela ne signifiait pas encore que le front «Est», de la mer Baltique à la mer Noire, était entièrement formé. Des pactes avaient été conclus avec les Etats baltes, mais il n'y avait pas encore là-bas de troupes soviétiques pouvant y tenir la défense. La Moldavie et la Bukovine étaient officiellement réunies à l'U.R.S.S., mais là non plus il n'y avait pas encore de troupes soviétiques pouvant y tenir la défense. A la mi-juin 1940, les troupes soviétiques pénétrèrent en Estonie, en Lettonie, en Lituanie. Le 27 juin de la même année, les troupes soviétiques entraient en Bukovine et en Moldavie, que la Roumanie avait arrachées à l'U.R.S.S. après la Révolution d'Octobre.

C'est ainsi que fut parachevée la formation du front «Est» contre l'agression hitlérienne de la mer Baltique à la mer Noire.

Les milieux dirigeants anglo-français qui continuaient à traitée I'U.R.S.S. d'agresseur parce qu'elle avait formé un front «Est» ne se rendaient apparemment pas compte que l'apparition de ce front signifiait dans le déroulement de la guerre un tournant radical contre la tyrannie hitlérienne, en faveur de la victoire de la démocratie. Us ne comprenaient pas qu'il s'agissait non d'empiéter ou pas sur les droits nationaux de la Finlande, de la Lituanie, de la Lettonie, de l'Estonie et de la Pologne, mais, en organisant la victoire sur les nazis, d'empêcher la transformation de ces pays en colonies entièrement soumises à l'Allemagne hitlérienne.

Ils ne comprenaient pas qu'il s'agissait de dresser un barrage à l'avance des troupes allemandes dans toutes les régions où cela était possible, d'organiser une défense solide pour passer ensuite à la contre- offensive, battre les troupes hitlériennes et créer ainsi la possibilité d'un libre développement de ces pays.

Ils ne comprenaient pas qu'il n'y avait pas d'autres moyens d'assurer la victoire sur l'agression hitlérienne.

Le Gouvernement anglais a-t-il bien agi en cantonnant ses troupes, pendant la guerre, en Egypte, malgré la protestation des Egyptiens et même malgré

la résistance de certains éléments en Egypte ? Oui, incontestablement ! C'était un moyen extrêmement important de barrer la route à l'agression hitlérienne en direction du canal de Suez, de préserver l'Egypte des atteintes de Hitler, d'organiser la victoire sur Hitler et d'empêcher de ce fait la transformation de l'Egypte en une colonie hitlérienne. Seuls des ennemis de la démocratie ou des fous peuvent affirmer que les actes du Gouvernement anglais pouvaient, en l'occurrence, être qualifiés d'agression.

Le Gouvernement des Etats-Unis a-t-il bien fait de débarquer ses troupes à Casablanca, malgré les protestations des Marocains et la résistance armée directe du Gouvernement Pétain en France, dont l'autorité s'étendait sur le Maroc ? Oui, incontestablement ! C'était un moyen extrêmement important de créer une base pour contrecarrer l'agression allemande dans le voisinage immédiat de l'Europe occidentale, pour organiser la victoire sur les troupes hitlériennes et créer ainsi la possibilité de libérer la France du joug colonial hitlérien. Seuls des ennemis de la démocratie ou des fous pouvaient qualifier d'agressions ces actions des troupes américaines.

Mais il faut en dire autant des actions du Gouvernement soviétique qui, en été 1940, disposait ainsi d'un front «Est» contre l'agression hitlérienne et cantonnait ses troupes le plus loin possible à l'ouest de Léningrad, de Moscou et de Kiev. C'était l'unique moyen d'empêcher les troupes allemandes d'avancer sans obstacles vers l'Est, l'unique moyen de constituer une défense solide afin de passer à la contre-offensive pour écraser, conjointement avec les Alliés, l'armée hitlérienne, et empêcher ainsi la transformation des pays pacifiques de l'Europe, y compris la Finlande, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la Pologne, en colonies hitlériennes. Seuls des ennemis de la démocratie ou des fous pouvaient qualifier d'agressions ces actions du Gouvernement soviétique.

Mais il s'ensuit que Chamberlain, Daladier et leur entourage, qui ont qualifié d'agression cette politique du Gouvernement soviétique et qui ont organisé l'exclusion de l'Union Soviétique de la S.D.N., ont agi comme des ennemis de la démocratie ou comme des fous.

Il s'ensuit encore que les calomniateurs et les falsificateurs de l'histoire qui font aujourd'hui leur besogne de concert avec MM. Bevin et Bidault et qualifient d'agression la formation du front «Est» contre Hitler, agissent de même en ennemis de la démocratie ou comme des fous.

Que serait-il arrivé si l'U.R.S.S. n'avait pas créé, avant l'agression de l'Allemagne, le front «Est» passant bien plus à l'ouest des anciennes frontières de l'U.R.S.S. ; si ce front n'avait pas suivi la ligne Vyborg-Kaunas-Bialystok-Brest-Lvov, mais avait longé l'ancienne frontière Léningrad-Narva-Minsk- Kiev ?

Cela aurait permis aux troupes de Hitler de gagner un espace s'étendant sur des centaines de kilomètres, ce qui aurait rapproché le front allemand de deux cents à trois cents kilomètres de la ligne Léningrad - Moscou - Minsk - Kiev, précipité l'avance allemande vers l'intérieur de l'U.R.S.S., accéléré la chute de Kiev et de l'Ukraine, et abouti à la prise de Moscou par les Allemands et à la prise de Léningrad par les forces réunies des Allemands et des Finlandais ; l'U.R.S.S. se serait vue contrainte de passer à la défensive pour un temps prolongé, ce qui aurait permis aux Allemands de libérer à l'Est une cinquantaine de divisions en vue de leur débarquement dans les Iles Britanniques et de renforcer le front germano-italien dans la zone de l'Egypte. Il est fort probable que le Gouvernement anglais aurait dû s'exiler au Canada, et que l'Egypte et le canal de Suez seraient tombés sous la domination de Hitler.

Mais ce n'est pas tout L'U.R.S.S. se serait vue obligée de transférer sur le front «Est» une grande partie de ses troupes de la frontière mandchoue afin de renforcer sa défense, ce qui aurait permis aux Japonais de libérer environ trente divisions en Mandchourie et de les diriger contre la Chine, les Philippines, le Sud-Est de l'Asie en général, et en fin de compte contre les forces américaines d'Extrême-Orient.

Tout cela aurait prolongé la guerre de deux ans au moins, et la deuxième guerre mondiale aurait fini non pas en 1945, mais en 1947 ou même un peu plus tard.

Telle était la situation en ce qui concerne le front «Est».

Cependant, les événements à l'Ouest suivaient leur cours. En avril 1940, les Allemands occupaient le Danemark et la Norvège. Au milieu de mai, les troupes allemandes envahissaient la Hollande, la Belgique et le Luxembourg. Le 21 mai, les Allemands atteignirent la Manche et isolèrent les Alliés dans les Flandres. A la fin de mai, les troupes anglaises évacuèrent Dunkerque, quittèrent la France et regagnèrent l'Angleterre. Au milieu de

juin, Paris tombait, et, le 22 juin, la France capitulait devant l'Allemagne.

Ainsi, Hitler a foulé aux pieds toutes les déclarations de non-agression, quelles qu'elles fussent, signées avec la France et l'Angleterre, C'était un échec complet de la politique d'apaisement, de la politique de renonciation à la sécurité collective, de la politique visant à isoler l'U.R.S.S.

Il devint évident qu'en isolant l'U.R.S.S., la France et l'Angleterre avaient anéanti le front unique des peuples démocratiques, s'étaient affaiblies et s'étalent trouvées elles-mêmes isolées.

Le 1er mars 1941, les Allemands occupaient la Bulgarie.

Le 5 avril, l'U.R.S.S. signa le pacte de non-agression avec la Yougoslavie.

Le 22 juin de la même année, l'Allemagne attaqua l'U.R.S.S.

L'Italie, la Roumanie, la Hongrie et la Finlande entrèrent en guerre contre l'Union Soviétique aux côtés de l'Allemagne.

L'Union Soviétique commença la guerre de libération contre l'Allemagne hitlérienne.

La réaction de différents milieux de l'Europe et de l'Amérique à l'égard de cet événement fut différente.

Les peuples asservis par Hitler respirèrent plus librement, certains que Hitler se casserait le cou entre les deux fronts, Ouest et «Est».

Les milieux dirigeants de France éprouvaient une joie mauvaise, car ils ne doutaient pas que la «Russie serait battue» en un très court laps de temps.

M. Truman, membre marquant du Sénat des Etats-Unis, actuellement président des U.S.A., déclarait le lendemain de l'agression allemande contre l'U.R.S.S. :

«Si nous voyons l'Allemagne prendre le dessus, nous devrons aider la Russie, et si les chances sont du côté de la Russie, nous devrons aider

l'Allemagne, de telle sorte qu'il y ait le plus de tués possible.»[37]

Une déclaration analogue a été faite en Grande-Bretagne en 1941 par Moore-Brabazon, en ce temps-là ministre de l'Industrie aéronautique, qui avait déclaré que la meilleure issue de la lutte sur le front oriental, en ce qui concerne la Grande-Bretagne, serait l'épuisement réciproque de l'Allemagne et de l'U.R.S.S., ce qui permettrait à l'Angleterre de s'assurer une position dominante.

Ces déclarations exprimaient, certes, l'attitude des milieux réactionnaires des U.S.A. et de la Grande-Bretagne.

Or, l'immense majorité des peuples anglais et américain était disposée en faveur de l'U.R.S.S. et exigeait une action commune avec l'Union Soviétique en vue de mener avec succès la lutte contre l'Allemagne hitlérienne.

Il faut croire que la déclaration du Premier ministre britannique, M. Churchill, en date du 22 juin 1941, reflétait cet état d'esprit lorsqu'il disait que :

«le danger qui menace la Russie constitue un danger pour nous et pour les Etats-Unis, de même que la cause de chaque Russe luttant pour sa terre et sa maison est celle des gens libres et des peuples libres dans n'importe quelle partie du globe».

La même attitude à l'égard de l'U.R.S.S. fut adoptée par le Gouvernement de Roosevelt aux Etats-Unis.

On posait ainsi la première pierre de la coalition anglo-soviéto-américaine contre l'Allemagne hitlérienne.

La coalition antihitlérienne s'était posé comme but l'anéantissement complet du régime hitlérien et la libération des peuples asservis par l'Allemagne hitlérienne. En dépit des différences idéologiques et du système économique des différents Etats alliés, la coalition anglo-soviéto-américaine devint une puissante alliance des peuples qui avaient uni leurs efforts dans la lutte

37. New York Times, 24 juin 1941.

libératrice contre l'hitlérisme.

Il va de soi qu'en ce temps-là aussi, au cours de la guerre, il existait au sujet de certaines questions des divergences de vues entre les Alliés. On sait, par exemple, combien importantes étaient les divergences sur des questions aussi essentielles que l'ouverture du deuxième front, les obligations des Alliés, leur devoir moral réciproque.

S'accrochant à ces divergences, les falsificateurs de l'histoire et les calomniateurs de tout genre s'efforcent de «prouver», contre l'évidence, que l'U.R.S.S. n'était et ne pouvait être une alliée fidèle et sincère dans la lutte contre l'agression hitlérienne. Mais, comme la lutte commune contre l'Allemagne hitlérienne et la conduite de l'U.R.S.S. au cours de cette lutte ne donnent pas matière à de pareilles accusations, ils se tournent vers le passé, vers la période d'avant-guerre, en affirmant que, pendant les «pourparlers» avec Hitler à Berlin, en 1940, les représentants de l'Union Soviétique se sont conduits perfidement et non en alliés. Us assurent que, durant les «pourparlers» de Berlin, on a examiné et adopté de perfides «plans de démembrement de l'Europe», des prétentions territoriales de l'U.R.S.S. «au sud de l'Union Soviétique dans la direction de l'océan Indien», des «plans» relatifs à la Turquie, à l'Iran, à la Bulgarie et autres «problèmes». Les calomniateurs utilisent dans ce but les rapports d'ambassadeurs allemands et d'autres fonctionnaires hitlériens, des notes de tout genre, des projets allemands d'on ne sait quels «protocoles» et autres «documents» semblables.

Que s'est-il donc passé en réalité à Berlin ? Il faut dire que les soi-disant «pourparlers de Berlin», en 1940, ne furent en fait qu'une visite de V. Molotov en réponse à deux voyages de Ribbentrop à Moscou. Les entretiens qui eurent lieu concernaient principalement les rapports soviéto-allemands. Hitler s'efforçait d'en faire la base d'un accord de grande envergure entre l'Allemagne et l'U.R.S.S. L'Union Soviétique, au contraire, utilisait ces entretiens pour sonder, tâter les positions allemandes, sans avoir aucunement l'intention de conclure quelque accord que ce fût avec les Allemands. Au cours de ces entretiens, Hitler estimait que l'Union Soviétique devait acquérir un débouché sur le golfe Persique, en occupant l'Iran de l'Ouest et les exploitations pétrolifères des Anglais dans ce pays. Il disait ensuite que l'Allemagne pourrait aider l'U.R.S.S. à régler la question des prétentions soviétiques à l'égard de la Turquie, jusques et y compris

la rectification de la convention de Montreux sur les Détroits. Sans tenir aucun compte des intérêts de l'Iran, il défendait avec soin les intérêts de la Turquie, la considérant manifestement comme son alliée présente ou, en tout cas, future. En ce qui concerne les pays balkaniques et la Turquie, Hitler les considérait comme entrant dans la sphère d'influence de l'Allemagne et de l'Italie.

Le Gouvernement soviétique a tiré de ces entretiens les conclusions suivantes : l'Allemagne ne tient pas à ses liens avec l'Iran ; l'Allemagne n'est pas liée et n'a pas l'intention de se lier avec l'Angleterre, donc l'Union Soviétique peut avoir en la personne de l'Angleterre un allié sûr contre l'Allemagne hitlérienne ; les Etat3 balkaniques sont soit déjà achetés et transformés en satellites de l'Allemagne (Bulgarie, Roumanie, Hongrie) ; soit asservis, comme la Tchécoslovaquie ; ou bien sont en voie de l'être, comme la Grèce ; la Yougoslavie est l'unique pays balkanique sur lequel on peut compter comme future alliée du camp antihitlérien ; quant à la Turquie, ou bien elle est, dès à présent, étroitement liée à l'Allemagne hitlérienne, ou bien elle a l'intention de se lier à elle.

Après avoir tiré ces conclusions utiles, le Gouvernement soviétique ne renouvela plus les entretiens sur les questions énoncées, malgré les rappels réitérés de Ribbentrop.

Comme l'on voit, c'était un sondage des positions du Gouvernement hitlérien de la part du Gouvernement soviétique, sondage qui n'a pas abouti et ne pouvait aboutir à un accord quel qu'il fût.

Un pareil sondage des positions de l'adversaire de la part d'Etats pacifiques est-il admissible ? Oui, certainement. Cela est non seulement admissible, mais est parfois une nécessité politique directe. Il faut non seulement que le sondage ait lieu au su et avec le consentement des alliés et que le résultat en soit porté à leur connaissance. Mais l'Union Soviétique n'avait pas d'alliés à cette époque, elle était isolée et ne pouvait malheureusement pas leur faire part des résultats du sondage.

Il convient de noter qu'un sondage analogue, bien qu'assez suspect, des positions de l'Allemagne hitlérienne a été fait par des représentants de l'Angleterre et des Etats-Unis d'Amérique même PENDANT la guerre, APRES l'organisation de la coalition antihitlérienne Angleterre-Etats-Unis

d'Amérique-U.R.S.S. Ce fait ressort de documents saisis par les troupes soviétiques en Allemagne.

Ces documents montrent qu'en automne 1941, ainsi qu'en 1942 et 1943, des pourparlers ont eu lieu à Lisbonne et en Suisse, à l'insu de l'U.R.S.S., entre les représentants de l'Angleterre et de l'Allemagne, puis entre les représentants des Etats-Unis d'Amérique et de l'Allemagne, au sujet de la conclusion de la paix avec l'Allemagne.

Un de ces documents, annexé au rapport de Weizsaecker, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères d'Allemagne, expose la marche de ces pourparlers à Lisbonne en septembre 1941. Il ressort de ce document qu'une entrevue a eu lieu le 13 septembre entre le fils de lord Beaverbrook, Aitken, officier de l'armée anglaise, par la suite membre du Parlement britannique, qui représentait l'Angleterre, et le Hongrois Gustave von Koever, agissant sur les instructions du ministère allemand des Affaires étrangères, comme on peut en juger par la lettre adressée par Krauel, le consul général d'Allemagne à Genève, à Weizsaecker.

Au cours de ces pourparlers, Aitken a directement posé la question :

«Ne pourrait-on pas profiter de l'hiver qui vient et du printemps pour examiner dans la coulisse les possibilités de paix ?»

D'autres documents relatent les pourparlers qui se sont déroulés en Suisse entre les représentants des Gouvernements des Etats-Unis et d'Allemagne, en février 1943. Allen Dulles (frère de John Foster Dulles), délégué spécial du Gouvernement des Etats-Unis, a mené ces négociations de la part des Etats-Unis. Allen Dulles figurait sous le pseudonyme de «Bull». Il était chargé d'une «mission directe et muni de pouvoirs conférés par la Maison Blanche». Du côté allemand, son partenaire était le prince M. Hohenlohe, proche des milieux gouvernants de l'Allemagne hitlérienne et qui agissait en qualité de représentant hitlérien sous le pseudonyme de «Pauls». Le document qui contient l'exposé de ces pourparlers appartenait au service de sécurité hitlérien (S.D.).

Comme il ressort de ce document, d'importantes questions furent traitées, au cours de l'entretien, concernant l'Autriche, la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Roumanie, la Hongrie et, ce qui est particulièrement important,

la signature de la paix avec l'Allemagne.

Au cours de cet entretien, A. Dulles (Bull) déclara :

«Il ne sera jamais plus admis à l'avenir que des peuples, comme le peuple allemand, soient réduits par la misère et l'injustice à des expériences désespérées et à l'héroïsme, L'Etat allemand doit subsister en tant que facteur d'ordre et de redressement. Il ne faurait être question de le partager ni d'en détacher l'Autriche.»

En ce qui concerne la Pologne, Dulles (Bull) déclara :

«… qu'il convenait d'appuyer la création d'un cordon sanitaire contre le bolchévisme et le panslavisme en agrandissant la Pologne à l'Est, en conservant la Roumanie et une Hongrie forte».[38]

Le document note ensuite que :

«M. Bull est plus ou moins d'accord avec l'organisation étatique et industrielle de l'Europe sur la base de vastes espaces, présumant qu'une grande Allemagne fédérative (semblable aux Etats-Unis), avec une Confédération danubienne y adhérant, sera la meilleure garantie d'ordre et de relèvement pour l'Europe centrale et orientale.»[39]

Dulles (Bull) déclara également qu'il reconnaissait pleinement les prétentions de l'industrie allemande à un rôle prépondérant en Europe.

On ne saurait passer sous silence le fait que les Anglais et les Américains ont procédé à ce sondage à l'insu et sans le consentement de leur alliée, l'Union Soviétique, et qu'il n'a rien été communiqué au Gouvernement soviétique des résultats de ce sondage, même à titre d'information «post-factum.»

Cela pouvait signifier que les Gouvernements des Etats-Unis et de l'Angleterre avaient, en l'occurrence, tenté de s'engager dans la voie des pourparlers avec Hitler pour une paix séparée.

Il est clair qu'une telle attitude des Gouvernements de l'Angleterre et des

38. Cf. Entretiens Pauls-Mr. Bull (documents des archives allemandes).
39. Voir document précité.

Etats-Unis ne peut être considérée que comme une violation des exigences les plus élémentaires des devoirs et des obligations d'alliés.

Il s'ensuit qu'en accusant l'U.R.S.S. de «manquer de sincérité», les falsificateurs de l'histoire veulent faire retomber leur propre faute sur d'autres.

Il ne peut faire aucun doute que ces documents sont connus des falsificateurs de l'histoire et autres calomniateurs. Et s'ils les dissimulent à l'opinion publique, s'ils les passent sous silence dans leur campagne de calomnies contre l'U.R.S.S., c'est parce qu'ils craignent la vérité historique comme la peste.

Quant aux divergences de vues sur la question de l'ouverture du deuxième front, elles traduisent les façons différentes de comprendre les obligations réciproques des Alliés. Les citoyens soviétiques sont d'avis que lorsqu'un allié se trouve dans une situation difficile, il faut lui venir en aide par tous les moyens possibles ; il faut le considérer non pas comme un compagnon de route temporaire, mais comme un ami, se réjouissant de ses succès, se réjouissant lorsqu'il devient plus fort. Les représentants des Anglais et des Américains ne sont pas d'accord là-dessus et taxent cette morale de naïveté. Ils partent de ce point de vue qu'un allié fort est dangereux, qu'il n'est pas dans leurs intérêts que cet allié devienne plus fort, que mieux vaut un allié faible plutôt que fort et que s'il devient quand même plus fort il faut prendre des mesures pour l'affaiblir.

Chacun sait que par le communiqué anglo-soviétique, aussi bien que par le communiqué soviéto- américain de juin 1942, les Anglo-Américains s'étaient engagés à ouvrir un deuxième front en Europe dès 1942. C'était là une promesse solennelle, un serment, si l'on veut, qui devait être tenu à la date prévue afin d'alléger la situation des troupes de l'Union Soviétique qui avaient assumé, dans la première phase de la guerre, tout le fardeau de la riposte au fascisme allemand. Mais l'on sait également que cette promesse ne fut tenue ni en 1942, ni en 1943, bien que le Gouvernement soviétique ait à maintes reprises déclaré que l'Union Soviétique ne pouvait prendre son parti de l'ajournement du second front.

La politique d'ajournement du deuxième front n'était nullement fortuite. Elle s'inspirait de la volonté des milieux réactionnaires d'Angleterre et des

Etats-Unis qui, dans la guerre contre l'Allemagne, poursuivaient leurs buts particuliers, lesquels n'avaient rien de commun avec les objectifs de la lutte libératrice contre le fascisme allemand.

Il n'entrait pas dans leurs plans d'écraser entièrement le fascisme allemand. S'inspirant de buts purement égoïstes, ils avaient intérêt à saper la puissance de l'Allemagne et, surtout, à évincer celle-ci comme concurrent dangereux sur le marché mondial. Mais il n'entrait nullement dans leurs intentions de libérer l'Allemagne et les autres pays de la domination des forces réactionnaires qui, toujours, portent en elles l'agression impérialiste et le fascisme, pas plus que de réaliser des réformes démocratiques radicales.

D'autre part, ils tablaient sur l'affaiblissement de l'U.R.S.S., ils comptaient que l'Union Soviétique serait saignée à blanc et que, à l'issue d'une guerre épuisante, elle perdrait pour longtemps son rôle de grande et forte puissance ; qu'elle tomberait, après la guerre, sous la coupe des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne.

On comprend que l'Union Soviétique ne puisse tenir pour normale une pareille attitude à l'égard d'un allié.

La politique pratiquée par l'U.R.S.S. dans les rapports interalliés est aux antipodes de cette politique. Ce qui la caractérise, c'est que toujours elle s'acquitte d'une manière désintéressée, conséquente et honnête des engagements assumés ; qu'elle est toujours disposée à prêter une aide fraternelle à un allié. Au cours de la dernière guerre, l'Union Soviétique a donné des exemples de cette attitude d'alliée véritable à l'égard des autres pays, compagnons d'armes dans la lutte contre l'ennemi commun.

Voici un de ces exemples :

On sait que, fin décembre 1944, les troupes hitlériennes déclenchèrent une offensive sur le front Ouest dans la région des Ardennes, percèrent le front et mirent les troupes anglo-américaines dans une situation difficile. Les Alliés affirmaient que les Allemands voulaient, en attaquant en direction de Liège, écraser la 1re Armée américaine, déboucher sur Anvers, isoler la 9e Armée américaine, la 2e Armée anglaise, la 1re Armée canadienne et infliger aux Alliés un nouveau Dunkerque pour mettre la Grande-Bretagne hors de combat.

Le 6 janvier 1945, W. Churchill adressa dans ces circonstances le message suivant à J. Staline :

«Des combats très pénibles se livrent en Occident et le commandement suprême peut être forcé à tout moment de prendre de graves décisions. Vous savez vous-même, par votre propre expérience, combien alarmante est une situation dans laquelle il faut défendre un très large front après avoir perdu temporairement l'initiative. Le général Eisenhower a le plus grand désir et éprouve le besoin de savoir dans les lignes essentielles ce que vous proposez de faire, car cela aura naturellement une répercussion sur toutes les importantes décisions tant de son côté que du nôtre. Conformément à une information reçue, notre émissaire, le maréchal de l'Air en chef Tedder, se trouvait hier soir au Caire où il était retenu par les conditions atmosphériques. Son voyage s'est trouvé fortement prolongé, non pas par votre faute. S'il n'est pas encore arrivé auprès de vous, je vous serais reconnaissant de bien vouloir me faire savoir si nous pouvons compter sur une grande offensive russe sur le front de la Vistule ou quelque part à un autre endroit, au cours de janvier, ou de me communiquer toutes autres informations qu'il vous plaira peut-être d'indiquer. Je ne communiquerai à personne cette information rigoureusement confidentielle, à l'exception du feldmaréchal Brooke et du général Eisenhower, et seulement à la condition de la tenir dans le secret le plus strict. J'estime cette affaire urgente.»

Le 7 janvier 1945, J. Staline adressait à W. Churchill la réponse suivante :

«J'ai reçu dans la soirée du 7 janvier votre message du 6 janvier 1945. Malheureusement, le maréchal en chef d'aviation M. Tedder n'est pas encore arrivé à Moscou. Il importe beaucoup d'utiliser contre les Allemands notre supériorité en artillerie et en aviation. II faut à cet effet un temps clair pour l'aviation et l'absence d'une basse nébulosité qui empêche l'artillerie de mener un tir réglé. Nous nous préparons à l'offensive, mais actuellement le temps ne la favorise pas. Cependant, prenant en considération la situation de nos Alliés sur le front Ouest, le Grand Quartier Général du Commandement Suprême a décidé d'achever les préparatifs à un rythme accéléré, et, sans tenir compte des conditions atmosphériques, de déclencher de larges opérations offensives contre les Allemands sur tout le front central dans la deuxième moitié de janvier, au plu3 tard. Voua pouvez être sûr que nous ferons tout le possible pour -aider nos glorieuses troupes alliées.»

Dans sa réponse à J. Staline, W. Churchill écrivait le 9 janvier :

« Je vous suis très reconnaissant de votre émouvant message. Je l'ai envoyé au général Eisenhower pour qu'il en prenne seul connaissance. Qu'un succès complet couronne votre noble entreprise ! »

Désireux d'aider au plus vite les troupes alliées à l'Ouest, le Commandement Suprême des troupes soviétiques décida d'avancer la date de l'offensive contre les Allemands sur le front soviéto-allemand du 10 au 12 janvier. Le 12 janvier, une grande offensive des troupes soviétiques commença sur un large front, de la mer Baltique aux Carpathes. Cent cinquante divisions soviétiques, pourvues d'une grande quantité d'artillerie et d'aviation, entrèrent en action, enfoncèrent le front allemand et rejetèrent les troupes allemandes à des centaines de kilomètres en arrière.

Le 12 janvier, sur le front Ouest, les troupes allemandes, y compris les 5e et 6e armées blindées, qui se préparaient à porter un nouveau coup, interrompirent leur offensive et dans les cinq à six jours furent retirées du front et transférées à l'Est contre les troupes soviétiques qui avançaient. L'offensive des troupes allemandes à l'Ouest était mise en échec.

Le 17 janvier 1945, W. Churchill écrivait à J. Staline :

« Je vous suis très reconnaissant de votre message et je suis heureux que le maréchal d'aviation Tedder ait produit sur vous une impression si favorable.

« Au nom du Gouvernement de Sa Majesté et de toute mon âme, je tiens à vous exprimer notre gratitude et nos félicitations à l'occasion de l'offensive gigantesque que vous avez commencée sur le front Est.

« Vous êtes maintenant, sans aucun doute, au courant des plans du général Eisenhower et vous savez jusqu'à quel point leur réalisation a été retenue et dérangée par l'offensive de Rundstedt. Je suis persuadé que des combats vont se livrer sans interruption sur tout notre front. Le 21e Groupe d'Armées britannique, sous le commandement du feldmaréchal Montgomery, a commencé aujourd'hui l'offensive dans la zone au sud de Rœrmund. »

Dans son ordre du jour aux troupes soviétiques en date de février 1945, J. Staline disait au sujet de cette offensive des troupes soviétiques :

«En janvier de l'année courante, l'Armée Rouge a porté à l'ennemi un coup d'une force inouïe sur tout le front, de la Baltique aux Carpathes. Elle a brisé sur une longueur de 1.200 kilomètres le puissant système de défense que les Allemands avaient mis plusieurs années à construire. Au cours de son offensive l'Armée Rouge a, par ses actions rapides et habiles, rejeté l'ennemi loin à l'Ouest.

«Les succès de notre offensive d'hiver ont eu avant tout pour résultat de faire échouer l'offensive d'hiver des Allemands à l'Ouest, laquelle avait pour but de s'emparer dé la Belgique et de l'Alsace, et ils ont permis aux armées de nos Alliés de passer, à leur tour, à l'offensive contre les Allemands et par là même de rallier leurs opérations offensives à l'Ouest avec les opérations offensives de l'Année Rouge à l'Est.»

Ainsi agissait J. Staline.

Ainsi agissent les véritables alliés dans une lutte commune.

Tels sont les faits.

Les falsificateurs de l'histoire et les calomniateurs sont appelés falsificateurs et calomniateurs précisément parce qu'ils ne respectent pas les faits. Ils préfèrent avoir recours aux ragots, à la calomnie. Mais il est hors de doute que ces messieurs seront finalement contraints de reconnaître cette vérité bien connue que les ragots et la calomnie passent mais que les faits restent.

INDEX DES NOMS CITÉS

Aitken 82-83

Avenol 18

Axe Berlin-Rome 23, 26-27, 43

Beaverbrook (lord) 82

Berchtesgaden 32

Bevin 75

Bidault 75

Bonnet 38

Brest-Litovsk (paix de) 62

Brooke 88

Bull (cf. Allen Dulles) 83-84

«Ce soir» 61

Chamberlain 25-26, 28, 30, 32, 34, 38, 51, 54, 57, 70-71, 75

Chase National Bank 13

Churchill 67, 79, 87-89.

Corridor polonais 58

Curzon (ligne) 66

«Daily Mail» 57

Daladier 25, 34, 70, 75

Dantzig 27-28, 58.

Dawes (plan) 10

Deutsche Bank 11

Dillon, Rend and Co 18

Dircksen 31-32, 42-43, 58-59.

Dulles (Allen) 12, 83-84.

Dulles (John Rester) 13, 83

Dupont de Nemours 11

«Economist» 12

Elsenhower 87-90

Fédération de l'Industrie britannique 12, 53

Forrestal 13

« France-Presse » (agence) 6

Gamelin 72

Gaulle (de) 72

« Gaulle » (« de... dictateur») 72

General Dyestaff Corporation 11-12

General Motors 11

Grande conspiration contre la Russie (la) 36, 53

Grzybowsky 50

Gunther 71-72

Halder 68

Halifax 26-30, 48, 51, 56-57

Henderson 29-30

Hitler 9, 15-16, 21, 24-34, 37- 41, 01-68, 50-59, 65, 74-80, 84

Hohenlohe (prince M.) 83

Hudson 53, 57-58

I. G. Farbenindustrie 11-12

I. G. Schröder Banking Corporation 13

Impérial Chemical Industries 11

Institut Royal des Relations internationales 57

«Izvestia» 31

Kahn (A. E.) 36, 53

Kêrillls (Henri de) 72

Koever (Guatav von) 82

Krauel 82

Lamont 11

Litvinov 18, 20

Lloyd George 51
Mannerhefm 71
Marshall 13
Molotov 17, 20, 45-48, 52, 69, 80.
Montgomery 90
Montreux (convention de) 81
Moorc-Brabazon 78
Morgan 11
Muller (Rudolpb) 11
Munich (accord de) 12, 25, 32-39.
Mussolini 34
Neurath (von) 28
«New York Times» 78
Obersalzborg 20
Papen (von) 30
Pauls (cf. Hohenlohe) 83
Payart 62
Pétain 75
Reynaud 72
Rhénanie 27
Ribbentrop (von) 18, 29-30, 38, 67, 80-81
Rockfeller 11, 13
Rohm and Hass 11
Roosevelt 79
Ruhr 9, 12
Rundstedt 90
Saint-Germain (traité de) 28
Sasuly (R.) 13
Snyora (M.) 36, 63
Scbmltz 11
Schrôder 12, 14
Seads 46-48, 52
Simon 28, 51
Société des Nations 17-19, 27-32, 69-70, 75
Staline 19, 23, 35-38, 87-90
Standard Oil 12-13
Stanford (Nil) 20
Stinnes 12
Strang 54
Sullivan and Cromwoll 13
Tedder 83, 90
Thyssen 12
«Times» 63
Truman 78
Union Chrétienne- Démocrate 11
Vercinlgto Stahlwcrke 12-14
Versailles (traité de) 9-1016, 27-28, 60
Wolz3aeckor 82
Woygand 72
Wilson (G.) 57-59
Wohltat 53, 57-08

«Les armes dont la bourgeoisie s'est servie pour abattre la féodalité se retournent aujourd'hui contre la bourgeoisie elle-même. Mais la bourgeoisie n'a pas seulement forgé les armes qui la mettront à mort : elle a produit les hommes qui manieront ces armes – les ouvriers modernes, les prolétaires.»

Le Manifeste du Parti Communiste

Cette première partie de l'Histoire du Mouvement Ouvrier étudie le développement de la classe ouvrière en tant que classe pour soi, c'est à dire comme classe porteuse de l'avenir, porteuse de l'édification de la société communiste sur les cendres du capitalisme.

Au travers de cet ouvrage, nous verrons l'émergence des premières organisations ouvrières, des premiers mouvements révolutionnaires dans laquelle elle s'engage, de la première expérience historique de la dictature du prolétariat, la Commune de Paris, jusqu'à la première révolution victorieuse la portant à la tête d'un Etat radicalement différent de celui de la bourgeoisie, la Révolution de 1917.

L'objectif de cet ouvrage n'est pas de se remémorer le passé mais bien de s'en emparer comme d'une arme pour construire les luttes présentes qui formeront l'avenir.

Sans le pouvoir, tout est illusion !

PC maoïste de France

drapeaurougedr@gmail.com
drapeaurouge.over-blog.com

Imp. Spé.